ADV.

L. 8010/1/V.

Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 27 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'organisation de l'Ecole royale du service de santé ainsi qu'au recrutement et à la formation des officiers du service de santé", a donné le 18 juillet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 27e juni 1962 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inrichting van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst, alsmede de aanwerving en de opleiding van de officieren van de gezondheidsdienst", heeft de 18e juli 1962 het volgend advies gegeven :

C.E. 5.IX.62

Le projet est pris, en ordre principal, en exécution de l'article 2 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve qui dispose :

"Pour être nommé au grade de sous-lieutenant médecin, pharmacien ou dentiste, il faut :

1° ...

2° ...

3° avoir suivi avec succès, notamment à l'Ecole royale du service de santé, les cycles de formation déterminés par le Roi".

Le projet organise l'Ecole royale du service de santé et détermine les cycles de formation imposés.

\+ +

Intitulé.

L'intitulé du projet se réfère "au recrutement et à la formation des officiers du service de santé".

Une telle formule peut prêter à confusion.

.../...

L'arrêté royal du 16 juillet 1956, déterminant, pour les cadres actifs et de complément de la force terrestre, le nombre d'officiers de chaque grade et leur répartition entre les armes, corps et services, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 6 mai 1958 prévoit que le service de santé comprend non seulement des officiers médecins, dentistes ou pharmaciens, mais également les officiers des troupes du service de santé et les officiers du service vétérinaire.

La loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par la loi du 30 juillet 1955, fait, elle, une distinction, en son article 4, entre d'une part le service de santé et d'autre part le service vétérinaire.

Comme le projet exécute l'article 2 de la loi du 1er mars 1958, article ayant trait uniquement aux officiers médecins, pharmaciens et dentistes, il est proposé de rédiger l'intitulé de la manière suivante :

"Arrêté royal relatif à l'organisation de l'Ecole royale du service de santé ainsi qu'au recrutement et à la formation des candidats officiers médecins, pharmaciens et dentistes".

\+

\+ \+

Préambule.

Dans le préambule, est visée la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par les lois du 30 juillet 1955 et du 27 décembre 1961.

La modification apportée par la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale ne doit pas être citée; elle a trait aux seuls sous-offiiers; de plus, elle n'est pas encore applicable, le Roi n'ayant pas, à ce jour, fixé, en application de l'article 80 de cette loi, son entrée en vigueur.

\+

\+ \+

Article 3.

L'article 3 du projet dispose en son alinéa 1er :

"L'Ecole d'application du service de santé a pour mission :

1° de donner aux candidats officiers du service de santé, porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de ph rmacien ou de licencié en science dentaire, un complément d'instruction médico-militaire, ainsi qu'un complément d'enseignement de la deuxième langue nationale; ".

.../...

Comme cet enseignement sera donné non seulement à des candidats officiers (ceux du recrutement spécial), mais surtout à des officiers commissionnés au grade de sous-lieutenant, il s'indiquerait de rédiger ce 1° d'une manière qui ne laisse pas de doute à ce sujet.

\+ +

L'article 3 donne comme autre mission à l'Ecole d'application :

"2° d'administrer les officiers médecins, les officiers pharmaciens et les officiers dentistes autorisés par le Ministre de la Défense nationale à suivre, aux conditions qu'il fixe, un enseignement complémentaire reconnu utile aux forces armées".

L'objet principal de cette disposition est de prévoir la possibilité pour les officiers d'être autorisés à suivre un enseignement complémentaire et de donner au Ministre le pouvoir de fixer les conditions d'octroi de cette autorisation ainsi que de dresser la liste des branches dont l'enseignement est utile aux forces armées. Les officiers qui suivront de tels cours seront rattachés à l'Ecole d'application du service de santé.

Une telle disposition ne devrait pas trouver place dans l'article 3 mais devrait faire l'objet d'un article distinct qui pourrait figurer en tête du chapitre IV dont l'intitulé serait, comme il sera dit ci-dessus, modifié.

\+ +

Article 4.

Suivant les explications données par l'officier délégué, seul l'enseignement des langues française et néerlandaise est confié à des professeurs civils; leur statut pécuniaire est fixé par l'arrêté royal du 13 septembre 1956 fixant l'allocation accordée aux professeurs civils chargés de donner des cours de langue française et de langue néerlandaise dans les écoles royales du service de santé de l'armée.

Le cadre organique comprendra également des sous-officiers adjoints.

Il y aurait lieu de rédiger l'article 4, alinéa 1er du projet en tenant compte de ces intentions.

Article 5.

L'article 5 du projet détermine l'autorité compétente pour nommer et pour désigner les divers membres du cadre organique de l'école.

Il y aurait lieu de le compléter pour y prévoir la désignation des sous-officiers adjoints et la nomination des professeurs civils; suivant les intentions du Gouvernement, c'est au Ministre de la Défense nationale qu'il appartient de faire ces désignations et de procéder à ces nominations.

+

A la différence des textes qui régissent notamment l'Ecole de guerre et l'Ecole des administrateurs militaires, le projet ne contient pas de disposition relative à la hiérarchie au sein de l'Ecole.

S'il entrait dans les intentions du Gouvernement de donner au commandant de l'Ecole royale du service de santé les attributions d'un chef de corps, il y aurait lieu de les prévoir dans un article qui viendrait directement après l'article 5 du projet.

\+

\+ +

Articles 7 et 8.

Les articles 7 et 8 du projet disposent :

"Article 7.-

Le Ministre de la Défense nationale peut admettre chaque année à l'Ecole royale du service de santé, un certain nombre d'élèves libres, non destinés à devenir officiers des cadres actifs.

Ces élèves peuvent être Belges ou étrangers. Ils suivent les cours en qualité de civils.

.../...

Article 8.-

Les élèves libres sont admis à l'Ecole royale du service de santé en vertu d'une convention à intervenir entre l'autorité administrative dont ils relèvent et le Ministre de la Défense nationale.

L'enseignement qu'ils reçoivent à l'Ecole d'officiers et à l'Ecole d'application du service de santé peut être aménagé en raison de cette convention ".

L'Ecole royale du service de santé a été instituée par le Roi en vertu de l'article 68 de la Constitution qui lui confère le commandement des forces armées. Les diverses lois qui supposent l'existence d'une telle Ecole, ont trait uniquement aux militaires : c'est la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve qui, en son article 2, prévoit que les cycles de formation du candidat officier médecin, pharmacien et dentiste ont lieu notamment à l'Ecole royale du service de santé; c'est la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée modifiée par la loi du 30 juillet 1955 qui, en son article 16, prévoit que l'Ecole comprend diverses sections et qui, en ses articles 7 et 17bis, prend des dispositions spéciales concernant la connaissance des langues nationales des militaires élèves de cette école.

Ainsi l'Ecole royale du service de santé est créée uniquement pour satisfaire aux besoins des forces armées.

En tant qu'ils permettent au Ministre de la Défense nationale d'admettre à l'Ecole des étrangers comme élèves, les articles 7 et 8 du projet sont inutiles car une telle possibilité existe suivant des usages très anciens en vertu d'accords de réciprocité.

En tant qu'ils permettent au Ministre de la Défense nationale d'admettre comme élèves, des civils belges, les articles 7 et 8 du projet manquent de base légale, l'Ecole royale du service de santé étant créée par le Roi pour les besoins des forces armées.

Seul le législateur pourrait prendre de telles dispositions.

Les articles 7 et 8 du projet doivent, dès lors, être omis.

\+

\+ +

Les chapitres II et III du projet appellent une observation relative à la présentation du projet.

Les candidats officiers médecins, pharmaciens et dentistes se recrutent par concours.

Ce recrutement se fait normalement parmi les porteurs du certificat de la première épreuve de l'examen pour le grade académique de candidat en sciences naturelles et médicales ou de candidat en sciences

préparatoires à la pharmacie. Lorsque ce recrutement n'est pas suffisant, il peut être fait appel, l'année suivante à des candidats porteurs du certificat de la deuxième épreuve des examens précités (article 10, 1° du projet).

Le projet prévoit, en outre, un recrutement spécial auquel il n'est procédé qu'en cas d'insuffisance numérique des promotions normales; pour ce recrutement spécial, il est fait appel à des médecins, pharmaciens et dentistes.

Les règles relatives au recrutement spécial ne sont pas très nombreuses; elles sont, pour la plupart différentes de celles ayant trait au recrutement normal.

Pour rendre le projet plus clair, il s'indiquerait de placer les textes relatifs au recrutement spécial dans un chapitre qui lui serait propre. Ce chapitre comprendrait donc les articles 10, 2°, 19 à 22, 30, un article prévoyant l'application des articles 35 et 36, 42 et 43, 52 et 53.

+

Article 11.

Après avoir disposé en son article 11, 3°, que pour pouvoir se présenter au concours d'admission, les candidats ne peuvent être âgés de plus de 22 ou 23 ans, selon qu'ils sont recrutés pour la première ou la deuxième année de l'Ecole, le projet ajoute : "Cet âge maximum est toutefois relevé de quatre ans en faveur des militaires au service actif autres que les miliciens ... ".

.../...

Une formule aussi générale permettrait à tous les candidats de bénéficier du relèvement de la limite d'âge. Il suffirait, en effet, que les candidats qui ont dépassé l'âge fixé, signent un engagement ou un rengagement ou, s'ils sont officiers de réserve, qu'ils soient autorisés à servir en application de l'article 63 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Telle n'est toutefois pas l'intention du Gouvernement. Suivant les explications qui ont été données par l'officier délégué, la limite d'âge est relevée de la durée de ces services avec un maximum de quatre années pour les militaires en service actif. Une telle formule a déjà été employée à l'article 2, 3°, de l'arrêté royal du 23 septembre 1959 relatif au recrutement des officiers de carrière par la voie du cadre en faveur de certains volontaires des forces belges mis à la disposition du conseil de sécurité.

L'article 11, 3°, du projet devrait, dès lors, être modifié pour répondre exactement à cette intention.

\+ +

L'article 11, 4° prévoit que le candidat doit "avoir satisfait à une visite médicale et à une épreuve de condition physique".

Il résulte des explications qui ont été données par l'officier délégué que l'examen médical portera sur les maladies et infirmités dont doivent être exempts les candidats volontaires de carrière; l'article 11, alinéa 1er du projet prévoit, en effet, que le candidat

.../...

officier doit remplir les conditions prévues par les dispositions relatives aux engagements et rengagements. Toutefois, le candidat officier devra, en plus, répondre à certains critères médicaux spéciaux qui feront l'objet d'un arrêté royal ultérieur . En attendant cet arrêté royal, ce sont les critères médicaux prévus pour les candidats volontaires de carrière qui sont seuls applicables.

\+ +

Article 14.

L'article 14 du projet prévoit que le jury du concours d'admission est présidé par le commandant de l'Ecole ou son remplaçant.

Pour qu'aucune difficulté ne puisse surgir concernant la régularité de la composition du jury, il est suggéré de préciser qui désignera ce remplaçant.

Les intentions du Gouvernement étant de confier ce soin au Ministre, l'article 14 du projet devrait être amendé en ce sens.

\+ +

Article 19.

L'article 19 du projet fixe l'âge maximum du candidat du recrutement spécial.

.../...

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement d'exiger que ces candidats réunissent les diverses conditions auxquelles doit répondre le volontaire de carrière, il y aurait lieu de compléter l'article 19 sur ce point.

+

L'article 19 autorise le relèvement de l'âge maximum "en faveur des candidats qui justifient d'une compétence particulière dans une branche spéciale de l'art de guérir reconnue utile aux forces armées par le Ministre de la Défense nationale".

Il résulte de ce texte qu'il appartiendra au Ministre non seulement de dresser la liste des branches spéciales de l'art de guérir utiles aux forces armées - ce qu'il vient de faire par son arrêté du 14 juin 1962 en exécution de l'article 10 des lois sur la milice - mais encore de décider dans chaque cas particulier si le candidat justifie ou non d'une compétence particulière dans une de ces spécialités.

Ces deux compétences du Ministre devraient mieux ressortir du texte.

+ +

Article 21.

L'article 21 du projet dispose :

"Les candidats souscrivent avant de commencer leur formation, un engagement ou un rengagement dont la durée est fixée par le Ministre de la Défense nationale, selon leur situation militaire respective".

.../...

L'engagement ou le rengagement dont il est question dans cet article est soit celui du volontaire de carrière prévu par les lois sur la milice, soit celui de l'officier de réserve dont il est question à l'article 63 de la loi du 1er mars 1958. Il s'indiquerait de le dire dans le texte.

+

En disposant que le Ministre fixe la durée de l'engagement ou du rengagement des candidats "selon leur situation militaire respective", le projet semble dire que le Ministre devra, dans chaque cas particulier, fixer la durée de cet engagement.

Dans la réalité, l'intention du Gouvernement est de confier au Ministre le soin de fixer cette durée d'après des données objectives, à savoir la catégorie militaire dont fait partie le candidat; le texte proposé ci-après à l'article 46 répond à cette intention.

+ +

Article 22.

Suivant les explications données par l'officier délégué, le concours d'admission ne pourra être présenté qu'une seule fois. L'article 22 devrait être complété sur ce point.

+ +

.../...

Article 30.

L'article 30 du projet prévoit que la formation des candidats du recrutement spécial comprend en premier lieu le cycle de formation de sous-lieutenant médecin, pharmacien ou dentiste de réserve.

Il dispose notamment :

"La continuation de la formation est subordonnée à la réussite de l'épreuve qui le termine, même lorsque le nombre de candidats est inférieur à celui des emplois offerts".

Une telle disposition est inutile puisque suivant l'article 22 du projet qui fait de l'épreuve terminant le cycle de formation de sous-lieutenant de réserve, un concours d'admission des candidats à l'Ecole d'application , prévoit que "l'engagement ou le rengagement du candidat qui a échoué ou ne s'est pas classé en ordre utile, est résilié d'office".

\+ +

Article 32.

L'article 32, alinéa 2 du projet dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale règle leur avancement dans les cadres subalternes. Il peut leur conférer un ou plusieurs grades par commission. Le renvoi de l'école ou le fait de la quitter impliquent la perte de ces grades".

.../...

Comme aucun grade n'a été conféré, le renvoi de l'Ecole ou le fait de la quitter ne peuvent entrainer la perte d'un grade. L'article 32 du projet ne doit prévoir en conséquence que le retrait de la commission.

\+ +

Article 34.

L'article 34 du projet dispose :

"Article 34.-

Sauf dans les cas exceptionnels laissés à l'appréciation du Ministre de la Défense nationale, les élèves de l'Ecole d'officiers du service de santé ne peuvent contracter mariage avant leur entrée en cinquième année de cette école en ce qui concerne les élèves médecins, ou avant leur sortie de cette école en ce qui concerne les élèves pharmaciens et les élèves dentistes".

Les élèves dont il est question en cet article sont commissionnés au grade de sous-lieutenant après la fin de la deuxième année de l'école; pendant les deux premières années, ils sont généralement des volontaires de carrière, certains pouvant être officiers de réserve.

C'est donc dans la législation qui concerne ces diverses catégories de militaires qu'il faut rechercher la base légale de l'article 34 du projet.

Le décret du 16 juin 1808 dispose notamment :

"Article 1er.

Les officiers de tous genres, en activité de service ne pourront, à l'avenir, se marier qu'après en avoir obtenu la permission par écrit du Ministre de la guerre ...

.../...

Article 2.-

Les sous-officiers et soldats en activité de service ne pourront de même se marier qu'après en avoir obtenu la permission du conseil d'administration de leur corps".

La loi du 15 mars 1815 qui fixe le règlement de discipline de l'armée dispose que se rend coupable de transgression contre la discipline :

"Tout sous-officier ou militaire inférieur qui se sera marié sans le consentement par écrit du commandant du corps".

Enfin, l'article 99, alinéa 1er des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962 dispose :

"Tant qu'ils ne sont pas en congé illimité ou en congé sans solde de durée indéterminée, les militaires ne peuvent contracter mariage, sans l'autorisation du Ministre de la Défense nationale".

Il résulte de ces diverses dispositions législatives, que le mariage des militaires de tout rang est soumis à l'autorisation du Ministre de la Défense nationale.

Une telle autorisation suppose nécessairement qu'elle doive, s'il échet, être donnée cas par cas, après examen des divers éléments propres à chaque cas. Le Roi ne peut, sans excéder ses pouvoirs, disposer, comme le fait l'article 34 du projet, que les élèves de l'Ecole d'officiers du service de santé ne peuvent contracter mariage avant qu'ils aient terminé telle ou telle année d'études. Par une telle disposition, en effet, le Roi

.../...

établirait une règle générale alors que, suivant les lois en vigueur, il appartient au Ministre de prendre une décision d'autorisation, dans chaque cas particulier, en tenant compte des éléments propres à chacun de ces cas.

L'article 34 du projet doit être omis.

\+

\+ \+

Articles 35 et 36.

Les articles 35 et 36 du projet ont trait au régime disciplinaire des élèves de l'Ecole royale du service de santé.

L'article 36 du projet rappelle que "les élèves ... peuvent se voir appliquer les peines et les mesures disciplinaires prévues pour les militaires de leur rang".

L'arrêté du Prince souverain du 15 mars 1815 mit en vigueur un code pénal militaire et un règlement de discipline militaire; leur application fut étendue à la Belgique par l'arrêté royal du 17 avril 1815; ils furent maintenus en vigueur par l'arrêté du Gouvernement provisoire du 27 octobre 1830.

Le règlement de discipline fut pris par le Prince souverain en tant qu'autorité législative : il est donc une loi.

L'article 36 du projet ne fait donc que rappeler l'application de la loi. Il doit être omis car il pourrait faire croire que le règlement de discipline n'est applicable aux élèves de l'Ecole royale du service de santé que si le Roi intervient en ce sens.

\+ +

Mais à côté du régime normal, le projet entend fixer un régime disciplinaire particulier.

L'article 35 du projet dispose en son alinéa 1er :

"L'élève dont le travail est insuffisant ou qui fait montre d'indiscipline est passible de la censure et de la consigne pour un à huit jours. Ces punitions sont infligées par le commandant de l'Ecole royale du service de santé et sont effacées à la sortie de cette école".

Le règlement de discipline fixe en son chapitre III les peines qui peuvent être infligées aux militaires.

Il prévoit, en son article 28, pour les officiers :

la remontrance;
les arrêts simples pour 21 jours au plus;
les arrêts sans accès pour 15 jours au plus.

L'article 29 énumère les peines qui peuvent être infligées aux sous-officiers et caporaux :

.../...

la remontrance;
les arrêts dans le quartier pour 21 jours au plus;
les arrêts dans la chambre pour 15 jours au plus;
les arrêts dans la prison militaire pour 8 jours au plus.

Il ne peut pas appartenir au Roi de fixer des peines spéciales pour les élèves de l'Ecole royale du service de santé; ces derniers sont des militaires auxquels le règlement de discipline de 1815 est applicable. On peut, du reste, se demander si les peines que le projet envisage de créer ne sont pas, en réalité, déjà prévues par ce règlement : la peine de la remontrance et celle des arrêts simples ou dans le quartier ne semblent différer de celles de la censure et de la consigne que par leur dénomination.

Les peines de la consigne et de la censure existent pour les élèves de l'Ecole militaire. Mais c'est par la loi du 18 mars 1838 que le législateur a prévu, pour ces élèves, un régime disciplinaire spécial.

Il y a, dès lors, lieu d'omettre l'article 35, alinéa 1er.

\+ +

Article 40.

Suivant l'article 40 du projet, l'élève auquel la commission au grade de sous-lieutenant aura été retirée par suite d'échec aux épreuves universitaires ou aux épreuves de l'Ecole royale du service de santé, ou pour

des raisons disciplinaires, demeure sous les armes jusqu'au complet achèvement de l'engagement ou du rengagement qu'il avait souscrit pour entrer à l'Ecole. Le Ministre peut toutefois dans des cas exceptionnels laissés à son appréciation lui accorder la résiliation de son engagement ou de son rengagement.

Une telle disposition pourra avoir comme conséquence de maintenir sous les armes cet ancien élève durant de nombreuses années alors que suivant les dispositions qui sont actuellement applicables, la durée du maintien sous les armes ne peut excéder deux années (article 28 de l'arrêté royal du 20 février 1951).

Si le Gouvernement entendait maintenir une disposition similaire à celle qui est actuellement d'application , l'article 40 du projet devrait être amendé pour y prévoir une limitation maximum du maintien sous les armes.

\+ +

Article 41.

Après avoir disposé que les sous-lieutenants élèves sont nommés au grade de sous-lieutenant lorsqu'ils ont réussi l'examen de sortie de l'Ecole d'application, l'article 41 du projet prévoit en son alinéa 2 :

"Ceux qui sont nommés à la même date sont classés définitivement ... ".

.../...

Il semble résulter de ce texte que tous les élèves d'une même promotion ne seraient pas nécessairement nommés le même jour. Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de prévoir ces nominations à la même date, il y aurait lieu de rédiger l'article 41 d'une manière plus précise.

\+ +

Article 45.

Suivant l'article 45 du projet, l'élève de rang subalterne qui a été refusé aux examens universitaires ou qui n'a réussi à aucune des deux sessions annuelles, est renvoyé d'office de l'Ecole.

Toutefois, dans des cas exceptionnels, le Ministre peut autoriser cet élève à doubler. Pour que le Ministre puisse prendre cette décision, il s'indiquerait de donner aux élèves la possibilité de demander le bénéfice de la dérogation à la règle générale.

\+ +

Article 47.

L'article 47, § 1er, alinéa 1er du projet dispose :

"Le sous-lieutenant élève qui a été refusé aux examens universitaires, ou qui n'a réussi à aucune des deux sessions annuelles, est mis en non-activité par mesure disciplinaire, par dérogation aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière".

Cette disposition soulève une importante objection.

Il résulte des articles 14 et 17 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve que la non-activité par mesure disciplinaire, ne peut être appliquée comme son nom l'indique du reste, qu'à la suite de manquements constitutifs d'infractions à la discipline.

L'article 23 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière qui exécute les dispositions de la loi du 1er mars 1958 sur la non-activité par mesure disciplinaire dispose en son alinéa 1er :

"La mise en non activité par mesure disciplinaire peut être infligée à l'officier qui a fait l'objet d'une condamnation, qui a reçu des punitions répétées, qui a été puni pour une transgression grave ou qui a fait l'objet, pour motif disiciplinaire, d'une proposition de retrait définitif d'emploi".

L'article 47, § 1er, alinéa 1er du projet est pris "par dérogation" à cette disposition ; il prévoit en effet que la non-activité par mesure disciplinaire peut ^tre la conséquence non pas des infractions pénales ou disciplinaires mais bien de l'échec aux examens universitaires.

Une telle disposition repose sur une confusion.

.../...

Elle n'a de base légale que dans la mesure où l'échec que l'on veut punir est le résultat de la mauvaise conduite, ou du manque d'assiduité de l'élève. La non-activité par mesure disciplinaire ne saurait se justifier lorsqu'au contraire l'échec est dû aux réactions physiques, ou intellectuelles de l'élève, voire à des circonstances indépendantes de sa volonté ,telles que maladies, deuils, accidents. Dans ces hypothèses, on se trouve en dehors de la matière disciplinaire.

Le Conseil d'Etat a déjà fait une observation similaire dans son avis du 26 juin 1958 relatif à un projet qui est devenu l'arrêté royal du 7 avril 1959 (L. 6222). Cette observation avait trait à la disposition relative à la non-activité par mesure disciplinaire; elle prévoyait que cette mesure pouvait être prise non seulement à l'égard de l'officier qui avait fait l'objet d'une proposition de mise à la pension par mesure disciplinaire, mais également à l'égard de celui qui avait fait l'objet d'une proposition de mise à la pension pour inaptitude morale ou professionnelle.

L'arrêté royal du 20 février 1951 que le projet remplace, se borne à prévoir, en son article 27, qu'en cas d'échec aux examens universitaires : "l'élève du rang d'officier peut être placé en non-activité par mesure disciplinaire pour une durée d'un an , si les conditions d'application de cette mesure sont réunies".

C'est une disposition de ce genre qui devrait remplacer l'article 47, § 1er , alinéa 1er du projet.

.../...

Cet article doit être revu car il importe de régler non seulement le cas où la non-activité par mesure disciplinaire pourrait être appliquée mais également le cas où une telle mesure n'est pas possible.

L'article 47, § 2, du projet prévoit comme l'article 45, des dérogations possibles à une règle générale lorsque le Ministre admet les justifications de l'élève de l'Ecole. Ici aussi il conviendrait de prévoir que l'intéressé peut demander à bénéficier d'une telle dérogation.

\+ +

Articles 54 et 55.

Les articles 54 et 55 ont trait à un recrutement exceptionnel d'élèves dentistes à admettre dans les quatre premières années de l'Ecole d'officiers du service de santé.

Les élèves de première et de deuxième année sont soumis notamment aux dispositions relatives au concours d'admission à l'Ecole; par contre, ceux qui désirent entrer directement en troisième et quatrième année sont soumis à un régime spécial. Pour ces derniers, le projet ne prévoit pas de concours d'admission, mais uniquement un classement des candidats à la suite de ce qu'il dénomme une "épreuve sur titres" (article 55, 3°).

.../...

Ce n'est dès lors que pour ces candidats qu'il y a lieu de prévoir que le Ministre fixera les modalités d'élimination des candidats en surnombre et non pour les candidats de première et deuxième année. Il y a lieu de reporter la disposition qui prévoit cette compétence du Ministre de l'article 54, alinéa 2 à l'article 55, 3° .

\+ +

Article 57.

La rétroactivité donnée au projet par son article 57 n'est à l'abri de critiques que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à des situations acquises.

Le projet appelle, en outre, diverses observations de pure forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL RELATIF A L'ORGANISATION DE L'ECOLE ROYALE DU SERVICE DE SANTE AINSI QU'AU RECRUTEMENT ET A LA FORMATION DES CANDIDATS OFFICIERS MEDECINS, PHARMACIENS ET DENTISTES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve;

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par la loi du 30 juillet 1955;

Vu les lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962, notamment le chapitre VIII ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - DE L'ECOLE ROYALE DU SERVICE DE SANTE.

Article 1er.-

L'Ecole royale du service de santé est un établissement militaire d'enseignement supérieur placé directement sous les ordres du Ministre de la Défense nationale.

.../...

Elle comprend notamment :

1° l'école d'officiers du service de santé;

2° l'école d'application du service de santé.

Article 2.-

L'Ecole d'officiers du service de santé a pour mission :

1° d'assurer le recrutement des candidats visés à l'article 9;

2° et 3° ... (comme au projet - article 2, 2° et 3°)...

Article 3.-

L'Ecole d'application du service de santé a pour mission de donner à ses élèves, un complément de formation dans le domaine de la médecine, de la pharmacie ou de la dentisterie militaires ainsi qu'un complément d'enseignement de la seconde langue nationale.

Elle peut, en outre, être chargée par le Ministre de la Défense nationale d'organiser les épreuves professionnelles imposées aux officiers médecins, pharmaciens et dentistes de carrière et de réserve en vue de leur avancement, ainsi que les cours de préparation à ces épreuves.

Article 4.-

Le cadre organique de l'Ecole royale du service de santé est fixé par le Ministre de la Défense nationale.

.../...

Il comprend le commandant et le commandant en second, des professeurs et des chargés de cours militaires, des instructeurs et des sous-officiers adjoints.

Des professeurs civils peuvent être recrutés pour donner les cours de langues française et néerlandaise.

Des officiers en service en dehors de l'Ecole royale du service de santé peuvent cumuler leurs fonctions avec celles de professeur chargé de cours ou instructeur à cette école.

Article 5.-

Le commandant de l'Ecole royale du service de santé est nommé et déchargé de ses fonctions par le Roi.

Le commandant en second, les professeurs et les chargés de cours militaires, les instructeurs et les sous-officiers adjoints sont désignés par le Ministre de la Défense nationale.

Les professeurs civils sont nommés et déchargés de leurs fonctions par le Ministre de la Défense nationale.

Article 6.-

(détermination des attributions hiérarchiques du commandant de l'Ecole) .

Article 7.-

...(comme au projet, article 6) ...

.../...

CHAPITRE II. - DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION DES CANDIDATS OFFICIERS MEDECINS, PHARMACIENS ET DENTISTES.

Section 1ère - Du recrutement.

Article 8.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe, chaque année, avant la clôture des inscriptions aux épreuves d'admission le nombre des candidats officiers médecins, celui des candidats officiers pharmaciens et celui des candidats officiers dentistes à recruter pour chaque rôle linguistique.

Article 9.-

Le recrutement des candidats officiers médecins, pharmaciens et dentistes se fait par la voie d'un concours d'admission à l'Ecole d'officiers du service de santé, parmi les porteurs du certificat de la première épreuve de l'examen pour le grade académique de candidat en sciences naturelles et médicales ou de candidat en sciences préparatoires à la pharmacie. Les candidats admis entrent en première année de l'Ecole d'officiers du service de santé et forment une promotion; ils poursuivent leurs études universitaires comme élèves de cette école.

Lorsque ces candidats n'atteignent pas le nombre fixé en application de l'article 8, leur promotion peut être complétée, l'année suivante, à la suite d'un concours, parmi les porteurs du certificat de la deuxième

épreuve des examens précités; ces candidats sont admis directement en deuxième année de l'Ecole d'officiers du service de santé.

Article 10.-

§ 1er. Pour pouvoir participer au concours d'admission, le candidat doit remplir les conditions requises pour le candidat volontaire de carrière de la force terrestre en temps de paix. Il doit, de plus, réunir les conditions suivantes :

1° être célibataire, veuf ou divorcé, sans enfants;

2° être porteur du certificat d'examen prévu à l'article 9;

3° être âgé au maximum, au 31 décembre de l'année d'admission, de 22 ou de 23 ans accomplis, selon qu'il entre comme élève en première ou en deuxième année de l'Ecole d'officier du service de santé;

4° avoir satisfait à une visite médicale et à une épreuve d'aptitude physique.

§ 2. La limite d'âge maximum prévue au § 1er, 3°, est relevée de quatre ans en faveur des enfants mineurs, au 10 mai 1940 ou au 1er octobre 1950, suivant que les faits de guerre ci-dessous se rapportent à la guerre de 1940-1945 ou à la guerre de Corée :

.../...

1° d'un militaire belge ou d'un résistant tué au cours des opérations de guerre ou qui est mort à la suite soit de blessures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service militaire pendant la guerre;

2° d'un Belge qui a été exécuté par l'ennemi, d'un prisonnier de guerre, d'un prisonnier politique ou d'un déporté mort au cours ou à la suite de son internement ou de sa déportation;

3° d'un Belge qui, en raison de son attitude patriotique, a été assassiné par des partisans ou des agents de l'ennemi.

La limite d'âge maximum prévue au § 1er, 3°, est également relevée en faveur des militaires en service actif autres que les miliciens, de la durée de ces services sans dépasser quatre années.

Article 11.-

La visite médicale et l'épreuve d'aptitude physique sont subies respectivement devant une commission de visite et une commission d'aptitude physique.

Le Ministre de la Défense nationale règle les conditions dans lesquelles cette visite et cette épreuve ont lieu ainsi que la composition des commissions.

.../...

Article 12.-

Le concours d'admission comporte :

1° l'épreuve sur la connaissance approfondie de l'une des deux langues nationales et l'épreuve sur la connaissance élémentaire de l'autre, que l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 impose aux candidats à l'Ecole royale militaire; l'épreuve sur la connaissance approfondie a une importance double de celle de l'épreuve sur la connaissance élémentaire;

2° et 3° ... (comme au projet, article 13, 2° et 3°)...

Article 13.-

Les membres du jury du concours d'admission sont désignés par le Ministre de la Défense nationale.

Le jury est présidé par le commandant de l'Ecole royale du service de santé ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'officier désigné par le Ministre de la Défense nationale.

Il comprend, par épreuve, deux examinateurs choisis parmi les membres du corps enseignant d'un établissement d'instruction militaire.

L'organisation des épreuves est réglée par le Ministre de la Défense nationale.

Article 14.-

... (article 15 du projet) ...

.../...

Article 15.-

Les candidats sont admis comme élèves à l'Ecole d'officiers du service de santé, à concurrence du nombre fixé par le Ministre de la Défense nationale en application de l'article 8, en suivant le classement établi par le jury.

Il en est de même, à concurrence du nombre de places restées vacantes dans l'effectif de la promotion qu'ils rejoignent, dans le cas prévu à l'article 9, alinéa 2.

Article 16.-

... (article 17 du projet) ...

Article 17.-

Le candidat qui ne possède pas la qualité de militaire de carrière signe, en entrant à l'Ecole d'officiers du service de santé, un engagement ou un rengagement dont la durée est fixée par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat qui est officier de réserve ne peut être admis comme élève qu'après acceptation de sa démission des cadres de réserve.

Section 2. - De l'organisation de l'enseignement.

Article 18. -

... (comme au projet, article 23)...

.../...

Article 19.-

Au cours de l'année académique et pendant les vacances universitaires, les élèves de l'Ecole d'officiers du service de santé reçoivent une formation militaire et suivent des cours de médecine, pharmacie ou dentisterie militaires ainsi que des cours de langue.

La continuation des études universitaires comme élève de l'Ecole est subordonnée, chaque année, à la réussite d'une épreuve portant sur cette formation et sur ces cours.

Le Ministre de la Défense nationale fixe le programme de la formation militaire et des cours; il règle l'organisation des épreuves annuelles.

Article 20.-

... (comme au projet, article 25) ...

Article 21.-

L'examen de sortie de l'Ecole d'application du service de santé comporte des épreuves professionnelles, dont le Ministre de la Défense nationale fixe le programme, ainsi que les épreuves linguistiques prévues par les articles 4 et 17bis de la loi du 30 juillet 1938. Cet examen constitue l'épreuve d'aptitude dont il est question à l'article 4 de cette loi.

Article 22.-

... (comme au projet , article 27) ...

.../...

Article 23.-

... (comme au projet, article 28) ...

Article 24.-

L'épreuve complémentaire sur la connaissance effective de la seconde langue, prévue par l'article 17bis de la loi du 30 juillet 1938 comprend :

1° une partie écrite, au cours de laquelle l'intéressé résume dans la seconde langue, un texte rédigé dans la première langue, relatif à l'une des matières figurant au programme de l'Ecole;

2° une partie orale, au cours de laquelle l'intéressé résume dans la seconde langue, un texte rédigé dans cette langue, relatif également à l'une des matières susvisées; cette partie est complétée par une brève conversation avec le jury portant sur un sujet exposé par l'intéressé.

L'épreuve complémentaire sur la connaissance effective de la seconde langue est cotée sur un nombre de points équivalent au dixième du total des points attribués à l'ensemble de l'examen de sortie.

Section 3. Du régime des élèves pendant leurs études.

Article 25.-

... (comme au projet , article 31)...

.../...

Article 26.-

Pendant les deux premières années d'Ecole d'officiers du service de santé, les élèves portent le titre d'élève médecin, d'élève pharmacien ou d'élève dentiste, avec indication de la promotion à laquelle ils appartiennent. Ils sont soumis au régime de l'internat.

Le Ministre de la Défense nationale règle leur avancement dans les cadres subalternes. Il peut conférer des grades par commission. Le renvoi de l'école ou le fait de la quitter entraînent le retrait de ces commissions.

Article 27.-

... (comme au projet , article 33)...

Article 28.-

Le renvoi de l'Ecole royale du service de santé de l'élève qui n'est pas encore commissionné au grade de sous-lieutenant peut être décidé pour des motifs graves, par le Ministre de la Défense nationale, sur la proposition motivée du commandant de cette école. Dans ce cas, l'engagement ou le rengagement est résilié d'office.

Section 4.- De l'accession au grade de sous-lieutenant médecin, pharmacien ou dentiste.

Article 29.-

Les élèves qui possèdent le diplôme de candidat en sciences naturelles et médicales ou le certificat de la première épreuve pour le grade académique de pharmacien, et ont subi avec succès, en fin de deuxième année d'école d'officiers du service de santé, l'épreuve sur la formation

spéciale prévue à l'article 19, sont commissionnés au grade de sous-lieutenant médecin, pharmacien ou dentiste, à la date de leur entrée en troisième année de cette école.

Article 30.-

Les élèves médecins, pharmaciens et dentistes commissionnés à la même date au grade de sous-lieutenant sont classés provisoirement entre eux, par le Ministre de la Défense nationale, dans le corps auquel ils appartiennent.

Pour établir ce classement le Ministre tient compte, suivant les règles qu'il fixe, du classement au concours d'admission et des résultats aux épreuves annuelles prévues à l'article 19.

Article 31.-

La commission au grade de sous-lieutenant est retirée :

1° à l'élève dont l'inaptitude physique est constatée par la commission militaire d'aptitude et de réforme;

2° à l'élève qui perd la qualité de candidat officier de carrière par application des articles 38 à 41 ;

3° à l'élève qui s'est rendu coupable de faits graves, incompatibles avec son état d'officier; dans ce cas, la commission est retirée suivant la procédure prévue pour la démission d'office des officiers de carrière;

4° à l'élève dont la démission est acceptée.

.../...

Article 32 (sous réserve de l'observation formulée concernant l'article 40).

L'élève auquel la commission au grade de sous-lieutenant a été retirée par application de l'article 31, 2° ou 3°, demeure sous les armes jusqu'à complet achèvement de l'engagement ou du rengagement qu'il avait souscrit pour entrer à l'Ecole d'officiers du service de santé. Toutefois, le Ministre de la Défense nationale peut, dans les cas exceptionnels laissés à son appréciation, lui en accorder la résiliation.

L'élève auquel la commission au grade de sous-lieutenant a été retirée par application de l'article 31, 1° ou 4°, est licencié par résiliation d'engagement ou de rengagement.

Article 33.-

Les sous-lieutenants élèves médecins, pharmaciens et dentistes qui ont réussi le même examen de sortie de l'Ecole d'application du service de santé, sont nommés sous-lieutenant à la même date.

Ils sont classés définitivement entre eux, par le Ministre de la Défense nationale, dans le corps auquel ils appartiennent.

Pour établir ce classement, le Ministre tient compte, suivant les règles qu'il fixe, des résultats aux épreuves annuelles prévues à l'article 19 et à l'examen de sortie de l'Ecole d'application du service de santé.

.../...

Section 5. - Des mesures à prendre en cas d'échec.

Article 34.-

L'élève qui, sans motif reconnu valable par le commandant de l'Ecole s'abstient de se présenter à toutes ou à certaines épreuves des examens universitaires, enfreint la discipline.

Article 35.-

L'élève qui ne se présentepas aux examens universitaires est considéré, pour l'application du présent arrêté, comme ayant échoué.

Article 36.-

L'élève non encore commissionné au grade de sous-lieutenant qui a été refusé aux examens universitaires, ou qui n'a réussi à aucune des deux sessions annuelles, est renvoyé de l'Ecole d'officiers du service de santé et son engagement ou son rengagement est résilié d'office. Il en est de même de l'élève qui abandonne ses études universitaires.

Toutefois, à sa demande, l'élève refusé ou qui a échoué aux deux sessions annuelles peut être autorisé à doubler si ses justifications sont admises par le Ministre de la Défense nationale. Il est, dans ce cas, rattaché à la promotion suivante. L'autorisation de doubler ne peut être accordée qu'une seule fois.

.../...

Article 37.-

L'élève non encore commissionné au grade de sous-lieutenant qui échoue à l'une des épreuves annuelles que comporte la formation spéciale prévue à l'article 19, peut, se représenter à cette épreuve au cours d'une deuxième session, qui a lieu au début de l'année académique suivante.

S'il subit un second échec, il est renvoyé de l'Ecole d'officiers du service de santé et son engagement ou son rengagement est résilié d'office.

Article 38 (article 47 du projet, tel qu'il aura été remanié à la suite des observations formulées concernant cet article) ...

Article 39.-

Le sous-lieutenant élève qui échoue à l'une des épreuves annuelles que comporte la formation spéciale prévue à l'article 19, peut se représenter à cette épreuve au cours d'une deuxième session, qui a lieu au début de l'année académique suivante.

S'il échoue à cette deuxième session, le sous-lieutenant élève poursuit ses études avec sa promotion, mais il devra présenter en fin d'année et éventuellement au début de l'année suivante l'épreuve à laquelle il avait échoué. En cas d'échec à ces deux sessions, la commission au grade de sous-lieutenant est retirée à l'intéressé qui, en conséquence, perd sa qualité de candidat officier de carrière.

.../...

Article 40.-

Le sous-lieutenant élève qui échoue à l'examen de sortie de l'Ecole d'application du service de santé est tenu de s'y représenter l'année suivante.

En attendant, le Ministre de la Défense nationale peut, selon les circonstances de l'échec subi :

- soit Nous proposer ,si les conditions d'application de cette mesure sont réunies, de placer l'intéressé en non-activité par mesure disciplinaire jusqu'à la réussite de l'examen, l'année suivante;
- soit le verser dans une unité des forces armées;
- soit lui faire suivre une nouvelle fois les cours de l'Ecole d'application du service de santé.

Dans ces cas, il est rattaché à la promotion suivante.

Si l'intéressé échoue,à nouveau, la commission au grade de sous-lieutenant lui est retirée et, en conséquence, il perd sa qualité de candidat officier de carrière.

Article 41.-

Le sous-lieutenant élève qui échoue deux fois à l'épreuve sur la connaissance effective de la seconde langue prescrite par l'article 4 de la loi du 30 juillet 1938 et visée à l'article 23 du présent arrêté, est tenu néanmoins de continuer à suivre les cours de l'Ecole d'application du service de santé et de se présenter aux épreuves professionnelles de l'examen final.

.../...

Il est, quel que soit le résultat de ces épreuves, rattaché à la promotion suivante, et astreint, par application de l'article 4bis de la loi précitée, à se représenter l'année suivante à l'épreuve linguistique visée ci-dessus, ainsi qu'aux épreuves professionnelles que comporte l'examen de sortie de l'Ecole d'application. Il est, en attendant, versé dans une unité des forces armées s'il a subi avec succès les épreuves professionnelles.

S'il échoue deuxfois à l'épreuve linguistique de l'année suivante, la commission au grade de sous-lieutenant est retirée à l'intéressé qui, en conséquence, perd sa qualité de candidat officier de carrière.

Article 42 . -

... (comme au projet, article 51)...

CHAPITRE III .- DU RECRUTEMENT SPECIAL.

Article 43.-

Lorsque les promotions sortant de l'Ecole d'officiers du service de santé n'atteignent pas les nombres fixés par le Ministre de la Défense nationale en application de l'article 8, il peut être fait appel, afin de les compléter, à des porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de pharmacien ou de licencié en science dentaire qui ne sont pas élèves de cette Ecole (1).

.../...

(1) article 10, 2° , du projet.

Article 44.-

Pour pouvoir participer au concours d'admission, le candidat du recrutement spécial doit remplir les conditions requises pour le candidat volontaire de carrière de la force terrestre en temps de paix. Il doit, de plus, réunir les conditions suivantes :

1° être âgé au maximum de trente ans accomplis au 31 décembre de l'année où commence la formation; sur décision du Ministre de la Défense nationale, cet âge maximum peut être relevé de trois ans en faveur du candidat qui a justifié d'une compétence particulière dans une branche spéciale de l'art de guérir reconnue utile aux forces armées;

2° avoir satisfait à la visite médicale prévue à l'article 11 (2).

Article 45.-

Le Ministre de la Défense nationale établit la liste des branches spéciales de l'art de guérir, utiles aux forces armées (3).

Article 46.-

Le candidat souscrit, avant de commencer sa formation, un engagement ou un rengagement en application des lois sur la milice ou, s'il est officier de réserve, en application de l'article 63 de la loi du 1er mars 1958.

.../...

---

(2) articles 19 et 20 du projet.
(3) article 19 in fine du projet.

Le Ministre de la Défense nationale fixe la durée de ces engagements ou rengagements suivant la catégorie de militaires dont fait partie le candidat (4).

Article 47.-

Le concours d'admission est constitué, pour les candidats du recrutement spécial, par l'épreuve qui termine le cycle d'instruction de candidat sous-lieutenant médecin, pharmacien ou dentiste de réserve par lequel débute leur formation; ce concours ne peut être présenté qu'une seule fois.

L'engagement ou le rengagement du candidat qui a échoué à cette épreuve ou n'est pas classé en ordre utile, est résilié d'office par le Ministre de la Défense nationale (5).

Article 48.-

La formation des candidats du recrutement spécial comporte :

1° le cycle de formation de candidat sous-lieutenant médecin, pharmacien ou dentiste de réserve se terminant par le concours d'admission dont il est question à l'article 47, ce cycle de formation doit être suivi par tous les candidats même s'ils l'ont déjà effectivement suivi antérieurement;

.../...

---

(4) article 21 du projet.
(5) article 22 du projet.

2° les cours et l'examen de sortie de l'Ecole d'application du service de santé, y compris les deux épreuves linguistiques que cet examen comporte (6).

Article 49.-

L'article 28 est applicable au candidat du recrutement spécial pendant son séjour à l'Ecole d'application du service de santé (7).

Article 50.-

Pour être nommé au grade de sous-lieutenant médecin, pharmacien ou dentiste, le candidat du recrutement spécial doit réunir les conditions suivantes :

1° ne pas avoir dépassé l'âge de 35 ans accomplis à la date de sa nomination;
2° avoir subi avec succès l'examen de sortie de l'Ecole d'application du service de santé.

Le candidat qui est officier de réserve ne peut être nommé qu'après acceptation de sa démission des cadres de réserve (8).

Article 51.-

Les candidats du recrutement spécial qui ont réussi le même examen de sortie de l'Ecole d'application du service de santé, sont nommés sous-lieutenants à la même date.

.../...

(6) article 30 du projet.
(7) article 35 du projet.
(8) article 42 du projet.

Ils sont classés entre eux par le Ministre de la Défense nationale, dans le corps auquel ils appartiennent.

Pour établir ce classement, le Ministre tient compte, suivant les règles qu'il fixe, des résultats de l'épreuve qui termine le cycle de formation de sous-lieutenant médecin, pharmacien ou dentiste de réserve et de l'examen de sortie de l'Ecole d'application du service de santé (9).

Article 52.-

Les articles 40, alinéas 1er, 2 et 3, 41, alinéas 1er et 2, et 42, sont applicables aux candidats du recrutement spécial.

Toutefois, la mise en non activité par mesure disciplinaire prévue à l'article 40, alinéa 2, est remplacée par la résiliation de l'engagement ou du rengagement. (10).

Article 53.-

Le candidat du recrutement spécial qui, dans les cas d'échec prévus aux articles 40 et 41, se représente aux épreuves l'année suivante et y échoue de nouveau, est licencié par résiliation d'engagement ou de rengagement (11).

.../...

(9) article 43 du projet.
(10) article 52 du projet.
(11) article 53 du projet.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS GENERALES ET TRANSITOIRES.

Article 54.-

Les officiers médecins, pharmaciens et dentistes de tout grade peuvent être autorisés par le Ministre de la Défense nationale à suivre, aux conditions qu'il fixe, un enseignement complémentaire reconnu utile aux forces armées.

Ces officiers sont, pendant la durée de ces études, rattachés à l'Ecole d'application du service de santé.

Article 55.-

Lors du premier recrutement organisé par application du présent arrêté, il pourra être procédé à l'admission à l'Ecole d'officiers du service de santé de quatre promotions d'élèves dentistes, à admettre l'une en première année de cette Ecole, les autres respectivement en deuxième, troisième et quatrième année.

Le nombre maximum de candidats qui pourront être admis dans chacune de ces promotions sera fixé par le Ministre de la Défense nationale.

Article 56.-

Les élèves des promotions recrutés en application de l'article 55 sont soumis au chapitre II sous les réserves ci-après concernant les élèves admis directement en troisième ou en quatrième année d'Ecole :

.../...

1° les intéressés devront être porteurs respectivement du diplôme de candidat en sciences naturelles et médicales ou du certificat de la première épreuve de la licence en science dentaire;

2° les intéressés pourront être âgés, au maximum, respectivement de 24 ou de 25 ans accomplis au 31 décembre de l'année d'admission;

3° l'épreuve sur la physique et l'épreuve sur la chimie prévues à l'article 12, 2° et 3°, seront remplacées par une épreuve sur titres tenant compte, selon les règles qui seront fixées par le Ministre de la Défense nationale, des mentions obtenues aux épreuves universitaires déjà subies par les candidats; le Ministre de la Défense nationale fixe les modalités d'élimination des candidats en surnombre;

4° ces élèves recevront, avant la fin de la première année de leur engagement, la formation spéciale prévue à l'article 19 selon un programme condensant les matières enseignées depuis la première année d'Ecole; ils pourront être commissionnés au grade de sous-lieutenant à la condition de subir avec succès l'épreuve sur cette formation.

Article 57.-

... (comme au projet, article 56)...

.../...

Article 58.-

... (comme au projet, article 57, sous réserve de l'observation formulée concernant cet article)...

Article 59.-

... (comme au projet, article 58)...

Het ontwerp strekt voornamelijk tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, dat bepaalt :

"Om in de graad van onderluitenant-geneesheer, -apotheker of -tandarts benoemt te worden, moet men :

1° ...
2° ...
3° met goed gevolg onder meer aan de Koninklijke School van de gezondheidsdienst de door de Koning bepaalde opleidingscyclussen gevolgd hebben".

Het ontwerp richt de Koninklijke School van de gezondheidsdienst in en geeft de verplicht gestelde opleidingscyclussen aan.

\+ +

Opschrift.

In het opschrift is sprake van "de aanwerving en de opleiding van de officieren van de gezondheidsdienst".

.../...

Die formule kan verwarrend werken.

Volgens het koninklijk besluit van 16 juli 1956 tot vaststelling,voor het actief en het aanvullingskader van de landmacht, van het aantal officieren van elke graad en van hun verdeling over de wapens, korpsen en diensten, zoals het is gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 mei 1958, bestaat de gezondheidsdienst immers niet alleen uit de officieren-geneesheren, -tandartsen of -apothekers, maar ook uit de officieren van de troepen van de gezondheidsdienst en de officieren van de dierenartsenijdienst.

Van haar kant maakt de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955, met name in artikel 4, een onderscheid tussen de gezondheidsdienst en de dierenartsenijdienst.

Aangezien het ontwerp uitvoering bedoelt te geven aan artikel 2 van de wet van 1 maart 1958, waarin van officieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen sprake is, wordt voorgesteld het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit betreffende de inrichting van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst alsmede de aanwerving en opleiding van de kandidaat-officieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen".

\+

\+ \+

.../...

Aanhef.

De aanhef verwijst naar de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en 27 december 1961.

De wijziging in die wet aangebracht bij de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het kader der land-, lucht- en zeemacht, behoeft niet te worden vermeld ; zij betreft alleen de onderofficieren ; ze is trouwens nog niet van toepassing, want de Koning heeft de datum van inwerkingtreding van die wet nog niet vastgesteld overeenkomstig artikel 80.

\+

\+ \+

Artikel 3.

Het eerste lid van artikel 3 zegt :

"De Applicatieschool van de gezondheidsdienst heeft als opdracht :

1° aan de kandidaten-officieren van de gezondheidsdienst, houder van het diploma van doctor in de geneeskunde, heel- en verloskunde, van apotheker of van licentiaat in de tandheelkunde, een aanvullend medisch-militair onderricht, alsmede een aanvullend onderwijs van de tweede landstaal te geven;".

.../...

Aangezien dat onderricht niet alleen aan kandidaat-officieren (uit de speciale werving) maar vooral aan officieren met aanstelling in de graad van onderluitenant zal worden verstrekt, ware het 1° zó te stellen dat het daaromtrent geen twijfel laat.

\+ +

Artikel 3 geeft als verdere opdracht van de Applicatieschool aan :

"2° het beheer waar te nemen van de officieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen die, met de toestemming van de Minister van Landsverdediging en onder de door hem bepaalde voorwaarden, een aanvullend onderwijs volgen dat voor de krijgsmacht als nuttig is erkend."

Hoofddoel van die bepaling is voor de officieren de mogelijkheid te scheppen om tot het volgen van aanvullend onderwijs te worden toegelaten en de Minister bevoegdheid te geven om de voorwaarden voor het verlenen van zulke toelating vast te stellen en de lijst op te maken van de vakken waarvan het onderricht nuttig is voor de krijgsmacht. De officieren die zulke cursussen volgen, worden bij de Applicatieschool van de gezondheidsdienst ingedeeld.

Zulke bepaling hoort niet thuis in artikel 3 maar zou een apart artikel moeten vormen vooraan in het hoofdstuk IV waarvan het opschrift ware te wijzigen zoals verderop is aangegeven.

\+ +

.../...

Artikel 4.

Te oordelen naar hetgeen de gemachtigde officier heeft verklaard, zou alleen het onderwijs van het Frans en het Nederlands aan burgerleraren worden opgedragen; de bezoldigingsregeling van die leraren is vastgesteld bij koninklijk besluit van 13 september 1956 tot vaststelling van de toelage verleend aan de burgerlijke leraars belast met het geven van lessen, in de Nederlandse of in de Franse taal, in de koninklijke scholen van de gezondheidsdienst van het leger.

Op het organiek kader zullen ook adjunct-onderofficieren voorkomen.

Artikel 4, eerste lid, van het ontwerp ware zó te stellen dat daarmee rekening wordt gehouden.

Artikel 5.

Artikel 5 zegt welke overheid bevoegd is om de verschillende leden van het organiek kader van de school te benoemen en aan te wijzen.

Het zou ook in de aanwijzing van de adjunct-onderofficieren en in de benoeming van de burgerleraars moeten voorzien; de Regering, bedoelt die aanwijzing en benoeming aan de Minister van Landsverdediging op te dragen.

+

.../...

In tegenstelling met de teksten welke onder meer voor de Krijgsschool en de School voor militaire administrateurs gelden, zegt het ontwerp niets omtrent de hiërarchie in de School.

Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen, de commandant van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst de bevoegdheid van een korpscommandant te geven, dan ware dat aan te geven in een artikel dat onmiddellijk na artikel 5 van het ontwerp zou komen.

\+

\+ +

Artikelen 7 en 8.

De artikelen 7 en 8 bepalen :

"Artikel 7.-

De Minister van Landsverdediging mag jaarlijks in de Koninklijke School van de gezondheidsdienst een zeker aantal vrije leerlingen, die niet bestemd zijn om officier van het actief kader te worden, opnemen.

Deze leerlingen kunnen Belg of vreemdeling zijn. Zij volgen de cursussen als burger.

Artikel 8.-

De vrije leerlingen worden in de Koninklijke School van de gezondheidsdienst opgenomen, krachtens een tussen de administratieve overheid waarvan zij afhangen en de Minister van Landsverdediging af te sluiten overeenkomst.

.../...

Het onderwijs dat zij in de School voor officieren en in de Applicatieschool van de gezondheidsdienst ontvangen mag worden aangepast uit hoofde van deze overeenkomst".

De Koning heeft de Koninklijke School van de gezondheidsdienst opgericht krachtens artikel 68 van de Grondwet dat hem het bevel over de krijgsmacht opdraagt. De verschillende wetten die het bestaan van zulke School onderstellen hebben alleen betrekking op militairen : dat is zó voor de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, waarvan artikel 2 zegt dat de opleidingscyclussen voor de kandidaat-officier-geneesheer, -apotheker of -tandarts plaats hebben met name in de Koninklijke School van de gezondheidsdienst; dat is ook zó voor de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik van de talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955, dat in artikel 16 bepaalt dat de School uit verschillende afdelingen bestaat en in de artikelen 7 en 17bis speciale voorzieningen treft in verband met de kennis van de landstalen bij de militaire leerlingen van die School.

De Koninklijke School van de gezondheidsdienst is dus alleen opgericht om in de behoeften van het leger te voorzien.

Waar ze de Minister van Landsverdediging bevoegdheid geven, vreemdelingen als leerling tot die School toe te laten, zijn de artikelen 7 en 8 van het ontwerp overbodig want zulke mogelijkheid staat reeds open ingevolge zeer oude gebruiken gevestigd door wederkerigheidsverdragen.

.../

In zover ze de Minister van Landsverdediging machtigen Belgische burgers als leerling toe te laten, missen die artikelen 7 en 8 rechtsgrond, aangezien de Koninklijke School van de gezondheidsdienst door de Koning is opgericht om in de behoeften van de krijgsmacht te voorzien.

Alleen de wetgever kan zulke bepalingen vaststellen.

De artikelen 7 en 8 van het ontwerp moeten dan ook vervallen.

\+

\+ \+

Bij de hoofdstukken II en III van het ontwerp is een opmerking te maken over de inkleding.

De kandidaat-officieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen worden steeds bij vergelijkend examen geworven, normaal onder de houders van het getuigschrift van het eerste-jaarsexamen voor de academische graad van kandidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of van kandidaat in de tot de artsenijbereidkunde voorbereidende wetenschappen. Levert die werving geen voldoend aantal kandidaten op dat kan het jaar daarna een beroep worden gedaan op kandidaten in het bezit van het getuigschrift van het tweede-jaarsexamen in de evengenoemde kandidaturen (artikel 10, 1° van het ontwerp).

.../...

Het ontwerp voorziet voorts nog in een speciale werving, die alleen plaatsheeft als de normale bevorderingen numeriek ontoereikend zijn; voor die werving wordt dan een beroep gedaan op geneesheren, apothekers en tandartsen.

De regelen inzake speciale werving zijn niet zeer talrijk en verschillen meestal van die voor de normale werving.

Duidelijkheidshalve zouden de teksten in verband met de speciale werving onder een apart hoofdstuk moeten komen, dat dus zou bestaan uit de artikelen 10, 2°, 19 tot 22, 30 en een artikel dat de artikelen 35 en 36, 42 en 43, 52 en 53 terzake toepasselijk maakt.

+

Artikel 11.

Artikel 11, 3°, bepaalt eerst dat zich voor het vergelijkend examen alleen die kandidaten kunnen aanmelden die niet ouder zijn dan 22 of 23 jaar naargelang ze voor het eerste of het tweede jaar van de School worden aangeworven; het voegt er echter aan toe : "Deze maximum leeftijd wordt met vier jaar verhoogd ten gunste van de militairen in werkelijke dienst met uitzondering van de dienstplichtigen ...".

Die formule is zó algemeen dat alle kandidaten het voordeel van de verhoogde leeftijdsgrens zouden kunnen genieten. Het ware immers voldoende dat de kandidaten die de gestelde leeftijd overschreden hebben,

.../...

dienst nemen of wederdienst nemen of, als zij reserve-officier zijn, toelating krijgen om te dienen met toepassing van artikel 63 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Dat is nu niet de bedoeling van de Regering, die, te oordelen naar de uitleg van de gemachtigde officier, de leeftijdsgrens voor militairen in actieve dienst wenst te verhogen met de duur van die diensten doch ten hoogste met vier jaren. Zulke formule is reeds gebezigd in artikel 2, 3°, van het koninklijk besluit van 23 september 1959 betreffende de werving van de beroepsofficieren langs het kader, met name voor sommige vrijwilligers van Belgische strijdkrachten die ter beschikking van de veiligheidsraad worden gesteld.

Artikel 11, 3°, van het ontwerp ware derhalve zó te wijzigen dat het dat oogmerk precies verwoordt.

\+ +

Volgens artikel 11, 4°, moet de kandidaat "voldaan hebben bij een geneeskundig onderzoek en een proef van lichamelijke toestand".

Blijkens de uitleg van de gemachtigde officier slaat dat medisch onderzoek op de ziekten en gebrekkigheden waardoor kandidaat-beroepsvrijwilligers niet aangetast mogen zijn; artikel 11, eerste lid, van het ontwerp zegt immers dat de kandidaat-officier alle eisen moet vervullen die in de reglementaire bepalingen betreffende de dienstnemingen en wederdienstnemingen zijn gesteld. De kandidaat-officier moet bovendien voldoen aan een aantal bijzondere, medische criteria die

.../...

in een later koninklijk besluit zullen worden aangegeven. In afwachting dat zulk besluit tot stand komt, zullen alleen de voor de kandidaat-beroepsvrijwilligers geldende, medische maatstaven terzake toepassing vinden.

\+ +

Artikel 14.

Volgens dat artikel wordt de commissie voor het vergelijkend toelatingsexamen voorgezeten door de commandant van de School of diens plaatsvervanger.

Opdat geen moeilijkheden inzake de regelmatigheid van de samenstelling van die commissie kunnen rijzen, ware duidelijk te stellen wie de plaatsvervanger aanwijst.

Daar de Regering die zorg aan de Minister bedoelt op te dragen, vulle men artikel 14 van het ontwerp in die zin aan.

\+ +

Artikel 19.

Dat artikel stelt de maximum-leeftijd van de kandidaat voor de speciale werving vast.

Aangezien de Regering van die kandidaten wil eisen dat zij voldoen aan de voor beroepsvrijwilligers gestelde voorwaarden, ware artikel 19 op dat stuk bij te werken.

\+

...

Artikel 19 maakt het mogelijk de maximum-leeftijd op te voeren "voor de kandidaten die doen blijken van een bijzondere bevoegdheid in een speciale tak van de geneeskunst die door de Minister van Landsverdediging voor de krijgsmacht als nuttig is erkend".

Blijkens die tekst zal de Minister niet alleen de lijst van de voor de krijgsmacht nuttig geachte speciale takken van de geneeskunst moeten opmaken - wat hij zopas heeft gedaan met zijn besluit van 14 juni 1962 ter uitvoering van artikel 10 van de dienstplichtwetten - maar zal hij bovendiem in ieder geval afzonderlijk moeten beslissen of de kandidaat al dan niet van enige bijzondere bekwaamheid in een van die specialiteiten doet blijken.

Die tweeledige bevoegdheid zou in de tekst beter tot uiting moeten komen.

\+ +

Artikel 21.

Artikel 21 van het ontwerp bepaalt :

"De kandidaten ondertekenen, alvorens hun opleiding te beginnen, een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis voor een termijn die door de Minister van Landsverdediging volgens hun respectieve militaire toestand wordt bepaald".

.../...

De dienstverbintenis of nieuwe verbintenis waarvan sprake in dit artikel is ofwel die van beroepsvrijwilliger, bedoeld in de dienstplichtwetten, ofwel die van reserveofficier naar artikel 63 van de wet van 1 maart 1958. De tekst zou dat duidelijk moeten stellen.

+

Waar het zegt dat de Minister de duur van de verbintenis of van de nieuwe verbintenis bepaalt "volgens hun respectieve militaire toestand", wekt het ontwerp de indruk dat de Minister dat in ieder geval afzonderlijk zal moeten doen.

In feite bedoelt de Regering de Minister de zorg op te dragen, die duur vast te stellen naar objectieve gegevens, met name de militaire categorie waartoe de kandidaat behoort ; de hierna, onder artikel 46 voorgestelde tekst geeft die bedoeling beter weer.

+ +

Artikel 22.

Te oordelen naar de uitleg van de gemachtigde officier, kan men het vergelijkend examen voor toelating slechts eenmaal afleggen. Artikel 22 ware op dat stuk aan te vullen.

+ +

.../...

Artikel 30.

Artikel 30 van het ontwerp bepaalt dat de kandidaten van de speciale werving eerst de cyclus voor opleiding tot reserve-onderluitenant, -geneesheer, -apotheker of -tandarts doormaken, en zegt voorts nog het volgende :

"De voortzetting van de opleiding is ondergeschikt aan het welslagen van de proef die bedoelde cyclus besluit, zelfs indien het aantal kandidaten kleiner is dan dit van de aangeboden betrekkingen".

Laatstgenoemde bepaling is overbodig, want artikel 22, volgens hetwelk het examen tot besluit van de opleidingscyclus voor reserve-onderluitenant een vergelijkend toelatingsexamen is, zegt dat "de dienstverbintenis of de nieuwe dienstverbintenis van de kandidaat die voor deze proef niet is geslaagd of zich erbij niet batig heeft gerangschikt, ambtshalve wordt verbroken".

\+ +

Artikel 32.

In artikel 32, tweede lid, staat :

"De Minister van Landsverdediging regelt hun bevordering in de lagere kaders. Hij mag een of meer graden bij wijze van aanstelling verlenen. Wegzending uit de School, of het feit de School te verlaten, hebben het verlies van deze graden voor gevolg".

.../...

Aangezien nog geen graad is verleend, kan men die door wegzending uit of verlating van de School ook niet verbeuren. In artikel 32 bepale men dus alleen dat de aanstelling in dat geval wordt ingetrokken.

\+ +

Artikel 34.

Artikel 34 van het ontwerp zegt :

"Artikel 34.-

Behoudens in de aan de beoordeling van de Minister van Landsverdediging overgelaten uitzonderlijke gevallen, mogen de leerlingen van de School voor officieren van de gezondheidsdienst evenwel niet in het huwelijk treden vóór zij het vijfde jaar van deze School beginnen, wat de leerlingen -geneesheren betreft, of vóór zij deze school verlaten, wat de leerlingen -apothekers en -tandartsen betreft".

Bedoelde leerlingen worden aangesteld in de graad van onderluitenant na het tweede schooljaar ; tijdens de eerste twee jaren zijn ze meestal beroepsvrijwilliger, soms reserveofficier.

Zijn rechtsgrond moet artikel 34 van het ontwerp dus ontlenen aan de wetgeving betreffende die verschillende categorieën van militairen.

.../...

Het decreet van 16 juni 1808 bepaalt onder meer in artikel 1 dat om het even welke officieren in actieve dienst voortaan niet mogen huwen dan nadat zij daartoe schriftelijk verlof van de Minister van Oorlog hebben gekregen, en, in artikel 2, dat de onderofficieren en soldaten in actieve dienst evenzo niet in het huwelijk mogen treden dan met het verlof van de raad van beheer van hun korps.

Volgens artikel 22 van de wet van 15 maart 1815, die het tuchtreglement van het leger vaststelt, maakt zich aan een tuchtvergrijp schuldig, ieder onderofficier of militair van lagere rang die in het huwelijk is getreden zonder de schriftelijke toestemming van de korpscommandant.

Artikel 99, eerste lid, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten ten slotte bepaalt:

"Zolang de militairen niet met onbepaald verlof of voor onbepaalde tijd met verlof zonder soldij zijn, mogen zij zonder machtiging van de Minister van Landsverdediging niet in het huwelijk treden".

Uit die wetsbepalingen blijkt wel dat geen militair, van welke rang ook, mag huwen zonder machtiging van de Minister van Landsverdediging.

.../...

Zulke machtiging moet uiteraard in ieder geval afzonderlijk worden gegeven, eventueel na onderzoek van de omstandigheden welke aan dat geval eigen zijn. De Koning kan, zonder zijn bevoegdheid te buiten te gaan, niet bepalen - zoals artikel 34 van het ontwerp nochtans doet - dat de leerlingen van de School voor officieren van de gezondheidsdienst niet in het huwelijk mogen treden vooraleer zij een of ander studiejaar achter de rug hebben. Met zulke bepaling zou de Koning immers een algemene regel stellen, terwijl volgens de geldende bepalingen de Minister in ieder geval afzonderlijk en rekening houdend met de eigen omstandigheden van dat geval, een beslissing inzake machtiging behoort te nemen.

Artikel 34 van het ontwerp moet derhalve vervallen.

\+

\+ \+

Artikelen 35 en 36.

Die artikelen handelen over de tuchtregeling voor de leerlingen van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst.

Artikel 36 herinnert eraan, dat "op de leerlingen van de ... ook de voor de militairen van hun rang voorziene tuchtmaatregelen en tuchtstraffen kunnen worden toegepast".

.../...

Het besluit van de Souvereine Vorst van 15 maart 1815 heeft een militair strafwetboek en een reglement van krijgstucht ingevoerd, die bij koninklijk besluit van 17 april 1815 mede voor België toepasselijk werden gemaakt en bij besluit van het Voorlopig Bewind van 27 oktober 1830 in werking werden gehouden.

De Souvereine Vorst heeft dat tuchtreglement vastgesteld als wetgever; het is dus een wet.

Artikel 36 van het ontwerp herinnert bijgevolg alleen maar aan de toe te passen wet. Het moet vervallen want het kan de indruk wekken, dat genoemd reglement alleen dán op de leerlingen van de Koninklijke School voor de gezondheidsdienst toepassing vindt als de Koning zó beslist.

\+ +

Het ontwerp wil echter naast de normale ook nog een bijzondere tuchtregeling invoeren en bepaalt in artikel 35, eerste lid :

"De leerling wiens werk onvoldoende is of die blijk geeft van tuchtloosheid kan de berisping oplopen, en gestraft worden met schoolarrest voor één tot acht dagen. Deze straffen worden opgelegd door de commandant van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst, en worden bij het verlaten van deze School uitgewist".

.../...

Het tuchtreglement stelt onder hoofdstuk III de straffen vast, die aan militairen kunnen worden opgelegd.

Voor officieren, zijn dat, volgens artikel 28 van dit reglement :

de vermaning ;
eenvoudig arrest voor ten hoogste 21 dagen ;
arrest zonder acces voor ten hoogste 15 dagen.

Voor onderofficieren en de korporaals zijn die straffen, volgens artikel 29 :

de vermaning ;
kwartierarrest voor ten hoogste 21 dagen ;
kamerarrest voor ten hoogste 15 dagen ;
arrest in de militaire gevangenis voor ten hoogste 8 dagen.

Het staat niet aan de Koning, bijzondere straffen te stellen voor de leerlingen van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst ; die leerlingen zijn immers militairen op wie het tuchtreglement van 1815 toepassing vindt. Men kan zich trouwens afvragen of het ontwerp geen straffen stelt, die eigenlijk reeds in genoemd reglement zijn bepaald : berisping en school-arrest lijken alleen maar andere benamingen te zijn voor vermaning, eenvoudig arrest of kwartierarrest.

.../...

Schoolarrest en berisping bestaan voor de leerlingen van de Militaire School. Voor hen echter heeft de wetgever bij de wet van 18 maart 1838 een bijzondere tuchtregeling ingevoerd.

Uit dat alles blijkt dat artikel 35, eerste lid, moet vervallen.

\+ +

Artikel 40.

Volgens artikel 40 van het ontwerp blijft de leerling, wiens aanstelling in de graad van onderluitenant is ingetrokken omdat hij niet is geslaagd voor de univcrsitaire examens of voor de examens van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst, of omdat daarvoor tuchtredenen zijn, onder de wapens tot volledige voltooiing van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis die hij ondertekend had om in de School te worden opgenomen. In uitzonderingsgevallen, die hem ter beoordeling staan, vermag de Minister de betrokkene evenwel verbreking van zijn dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis toe te staan.

Het gevolg van zulke bepaling kan zijn, dat de oud-leerling jarenlang onder de wapens wordt gehouden, terwijl dat volgens de geldende bepalingen niet langer dan twee jaren mag duren (artikel 28 van het koninklijk besluit van 20 februari 1951).

.../...

Wil de Regering een bepaling als de thans vigerende behouden, dan wijzige zij artikel 40 van het ontwerp zó dat aan de duur van het onder de wapens houden een grens wordt gesteld.

\+ +

Artikel 41.

Na te hebben gezegd dat de onderluitenants-leerlingen worden benoemd in de graad van onderluitenant als zij voor het eindexamen van de Applicatieschool zijn geslaagd, bepaalt artikel 41 in het tweede lid :

"Deze die op dezelfde datum zijn benoemd, worden definitief onderling gerangschikt ...".

Te oordelen naar die tekst zouden de leerlingen van eenzelfde promotie niet noodzakelijk alle op dezelfde dag worden benoemd. Aangezien de Regering bedoelt die benoemingen wél op dezelfde datum te laten geschieden, ware artikel 41 op dat punt te verduidelijken.

\+ +

Artikel 45.

Volgens artikel 45 van het ontwerp wordt de leerling van lagere rang die op de universitaire examens is afgewezen of op geen van beiden jaarlijkse examenzittingen is geslaagd, ambtshalve uit de School weggezonden.

.../...

In uitzonderingsgevallen kan de Minister die leerling zijn jaar nog eens laten overdoen. Opdat de Minister zulke beslissing kan nemen, ware het geraden de leerlingen de mogelijkheid te bieden, om afwijking van de algemene regel te verzoeken.

\+ +

Artikel 47.

Artikel 47, § 1, eerste lid, bepaalt :

"De onderluitenant-leerling die voor de universitaire examens werd afgewezen, of die bij geen van beide jaarlijkse zittingen is geslaagd, wordt bij tuchtmaatregel op non-activiteit gesteld, in afwijking van de bepalingen van artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren".

Bij die bepaling is een ernstig bezwaar te maken. Blijkens de artikelen 14 en 17 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroeps- en reserveofficieren kan de op-nonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel, zoals de naam het trouwens zelf zegt, alleen worden toegepast in geval van tekortkomingen die een tuchtvergrijp uitmaken.

.../...

Artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering van de beroepsofficieren, dat uitvoering geeft aan de bepalingen van de wet van 1 maart 1958 over de op-nonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel zegt in het eerste lid :

"De op-nonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel kan toegepast worden op de officier die een veroordeling heeft opgelopen, die herhaalde tuchtstraffen heeft ondergaan, die gestraft is geweest voor een ernstig vergrijp of die, om tuchtredenen, het voorwerp is geweest van een voorstel tot definitieve ambtsontheffing".

Artikel 47, § 1, eerste lid, van het ontwerp is vastgesteld "in afwijking" van die bepaling ; het houdt immers in, dat op-nonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel het gevolg kan zijn niet van straf- of tuchtovertredingen, maar van het niet-slagen voor de universitaire examens.

Zulke bepaling berust op verwarring.

Zij heeft slechts inzoverre rechtsgrond als de afwijzing die men wil bestraffen te wijten is aan slecht gedrag of gebrek aan ijver vanwege de leerling. Op-nonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel is echter niet te verantwoorden als het niet-slagen voor die examens is toe te schrijven aan lichamelijke of geestelijke

.../...

reacties bij de leerling, laat staan aan omstandigheden onafhankelijk van zijn wil, zoals ziekte, rouw of ongeval. Zulke gevallen hebben niets met tuchtzaken te maken.

De Raad van State heeft reeds een soortgelijke opmerking gemaakt in zijn advies van 26 juni 1958 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 7 april 1959 is geworden (L.6222). Die opmerking betrof een bepaling volgens welke de op-nonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel, niet alleen kan worden uitgesproken tegen de officier voor wie oppensioenstelling bij tuchtmaatregel is voorgesteld maar ook tegen hem voor wie een voorstel tot oppensioenstelling wegens morele of professionele ongeschiktheid is gedaan.

Het koninklijk besluit van 20 februari 1951, dat door het ontwerp wordt vervangen, zegt in artikel 27 alleen dat "de leerling met de rang van officier die voor de universitaire examens niet is geslaagd bij tuchtmaatregel gedurende een jaar op non-activiteit kan worden gesteld indien de voorwaarden om die maatregel toe te passen, zijn vervuld".

Artikel 47, § 1, eerste lid, van het ontwerp ware door zulke bepaling te vervangen.

Dat artikel dient te worden herzien want naast het geval waarin op-nonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel toepassing zou kunnen vinden moet ook het geval waarin zulke maatregel niet mogelijk,is worden geregeld.

.../...

Precies zoals artikel 45, maakt ook artikel 47, § 2, het mogelijk van een algemene regel af te wijken wanneer de Minister de door de leerling gegeven verantwoording aanvaardt. Ook hier ware te bepalen dat belanghebbende om zulke afwijking kan verzoeken.

\+ +

Artikelen 54 en 55.

De artikelen 54 en 55 doelen op een extra-werving van leerlingen-tandartsen, die tot de eerste vier jaren van de School van de gezondheidsdienst worden toegelaten.

Voor de leerlingen van het eerste en het tweede jaar gelden onder meer de bepalingen inzake vergelijkend examen voor toelating tot de School ; voor degenen die rechtstreeks tot het derde en het vierde jaar wensen te worden toegelaten, geldt daarentegen een bijzondere regeling, die geen vergelijkend toelatingsexamen kent doch alleen een rangschikking van de kandidaten ingevolge een zogenaamde "proef volgens titel" (artikel 55, 3°).

Alleen voor die kandidaten en niet voor die van het eerste en het tweede jaar, moet dus worden bepaald, dat de Minister zal aangeven, hoe de kandidaten in overtal worden uitgeschakeld. De bepaling, die de Minister zulke bevoegdheid geeft, ware van artikel 54, tweede lid, over te brengen naar artikel 55, 3°.

\+ +

Artikel 57.

De terugwerking die artikel 57 aan het ontwerp geeft, is alleen veilig in zoverre ze geen afbreuk doet aan verkregen toestanden.

Voorts zijn bij het ontwerp een aantal vorm-opmerkingen te maken waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE INRICHTING VAN DE KONINKLIJKE SCHOOL VAN DE GEZONDHEIDSDIENST ALSMEDE DE AANWERVING EN DE OPLEIDING VAN DE KANDIDAAT-OFFICIEREN-GENEESHEREN, -APOTHEKERS en -TANDARTSEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren ;

Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955 ;

Gelet op de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962, inzonderheid op hoofdstuk VIII ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- DE KONINKLIJKE SCHOOL VAN DE GEZONDHEIDSDIENST.

Artikel 1.-

De Koninklijke School van de gezondheidsdienst is een militaire inrichting voor hoger onderwijs die rechtstreeks onder het bevel van de Minister van Landsverdediging staat.

Zij omvat met name :

1° de school voor officieren van de gezondheidsdienst ;

2° de applicatieschool van de gezondheidsdienst.

Artikel 2.-

De School voor officieren van de gezondheidsdienst heeft tot taak :

1° in de werving van de in artikel 9, 1°, bedoelde kandidaten te voorzien ;

2° en 3° ... (zoals in het ontwerp, artikel 2, 2° en 3°)...

.../...

Artikel 3.-

De Applicatieschool van de gezondheidsdienst heeft tot taak haar leerlingen een aanvullend onderricht op het gebied van de militaire geneeskunde, artsenijbereidkunde of tandheelkunde alsook een aanvullend onderricht van de tweede landstaal te verstrekken.

Bovendien kan zij door de Minister van Landsverdediging gelast worden de vakexamens, die aan de beroeps- en reserveofficieren-geneesheren,-tandartsen en -apothekers, met het oog op hun bevordering zijn opgelegd, alsook de tot die examens voorbereidende cursussen in te richten.

Artikel 4.-

Het organiek kader van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst wordt door de Minister van Landsverdediging vastgesteld.

Het omvat de commandant, de tweede commandant, militaire professoren en docenten, onderrichters en adjunct-onderofficieren.

Burgerprofessoren kunnen worden aangeworven om Nederlandse en Franse taalcursussen te geven.

.../...

Officieren in dienst buiten de Koninklijke School van de gezondheidsdienst kunnen hun ambt met dat van professor, docent of onderrichter aan die School cumuleren.

Artikel 5.-

De commandant van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst wordt benoemd en van zijn ambt ontheven door de Koning.

De tweede commandant, de militaire professoren en docenten, de onderrichters en de adjunct-onderofficieren worden aangewezen door de Minister van Landsverdediging.

De burgerprofessoren worden benoemd en uit hun ambt ontheven door de Minister van Landsverdediging.

Artikel 6.- (Bepaling van de hiërarchische bevoegdheden van de commandant van de School).

Artikel 7.- ... (zoals artikel 6 van het ontwerp) ...

.../...

HOOFDSTUK II. - WERVING EN OPLEIDING VAN DE KANDIDAAT-OFFICIEREN-GENEESHEREN, -APOTHEKERS EN -TANDARTSEN.

Afdeling 1.- Werving.

Artikel 8.-

De Minister van Landsverdediging stelt ieder jaar, vóór het afsluiten van de inschrijvingen voor de toelatingsexamens vast, hoeveel kandidaat-officieren-geneesheren, kandidaat-officieren-apothekers en kandidaat-officieren-tandartsen voor iedere taalrol zullen worden geworven.

Artikel 9.-

De kandidaat-officieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen worden bij wege van een vergelijkend examen voor toelating tot de School voor officieren van de gezondheidsdienst geworven uit de houders van het getuigschrift van het eerste-jaarsexamen voor de academische graad van kandidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of van kandidaat in de wetenschappen voorbereidend tot de artsenijbereidkunde. De toegelaten kandidaten worden opgenomen in het eerste jaar van de School voor officieren van de gezondheidsdienst en vormen een promotie. Zij zetten hun universitaire studiën voort als leerling van die school.

.../...

Wanneer die kandidaten het met toepassing van artikel 8 bepaalde aantal niet bereiken, mag hun promotie het jaar daarop bij wege van een vergelijkend examen worden aangevuld uit degenen die houder zijn van het getuigschrift van het tweede-jaarsexamen van voornoemde kandidaturen ; die kandidaten worden onmiddellijk tot het tweede jaar van de School voor officieren van de gezondheidsdienst toegelaten.

Artikel 10.-

§ 1. Om aan het vergelijkend toelatingsexamen te kunnen deelnemen moet de kandidaat alle voorwaarden vervullen die van de kandidaat-beroepsvrijwilliger van de landmacht in vredestijd worden geëist. Hij moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° ongehuwd, weduwnaar of uit de echt gescheiden zijn, zonder kinderen ;

2° houder zijn van het getuigschrift van het in artikel 9 genoemde examen ;

3° op 31 december van het jaar van toelating ten hoogste volle 22 of 23 jaar oud zijn, naargelang hij als leerling in het eerste of in het tweede jaar van de School voor officieren van de gezondheidsdienst wordt opgenomen ;

4° voldaan hebben op een geneeskundig onderzoek en een proef inzake lichamelijke geschiktheid.

.../...

§ 2. De in § 1, 3°, bepaalde maximumleeftijd wordt met vier jaren verhoogd voor de kinderen, minderjarig op 10 mei 1940 of 1 oktober 1950, naargelang de hierna vermelde oorlogshandelingen betrekking hebben op de oorlog 1940-1945 dan wel op de oorlog van Korea :

1° van een Belgisch militair of een verzetsman die tijdens de krijgsverrichtingen is gesneuveld of gestorven is, hetzij ten gevolge van in de strijd met de vijand opgelopen verwondingen, hetzij ten gevolge van ziekte opgedaan of verergerd door de militaire dienst tijdens de oorlog ;

2° van een Belg die door de vijand is terechtgesteld, een krijgsgevangene, een politieke gevangene of een gedeporteerde die tijdens of tengevolge van zijn internering of deportatie is omgekomen ;

3° van een Belg die wegens zijn vaderlandse houding door aanhangers of agenten van de vijand is vermoord.

De in § 1, 3°, bepaalde maximumleeftijd wordt ook ten behoeve van militairen in actieve dienst, die geen dienstplichtigen zijn, met de duur van die diensten, maar ten hoogste met vier jaren verhoogd.

Artikel 11.-

Het geneeskundig onderzoek en de proef inzake lichamelijke geschiktheid geschieden ten overstaan van een onderzoekscommissie en een commissie voor lichamelijke geschiktheid.

.../...

De Minister van Landsverdediging bepaalt de voorwaarden waaronder dit onderzoek en die proef plaats hebben, alsmede de samenstelling van de commissies.

Artikel 12.-

Het vergelijkend toelatingsexamen bestaat uit :

1° het examen over de grondige kennis van één der beide landstalen en het examen over de elementaire kennis van de andere taal, die artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 oplegt aan kandidaten voor de Koninklijke Militaire School ; het examen over de grondige kennis is tweemaal zo belangrijk als dat over de elementaire kennis ;

2° en 3° ... (zoals in het ontwerp, artikel 13, 2° en 3°)...

Artikel 13.-

De leden van de commissie voor het vergelijkend toelatingsexamen worden door de Minister van Landsverdediging aangewezen.

De commissie wordt voorgezeten door de commandant van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst of, bij verhindering, door de officier die de Minister aanwijst .

.../...

Zij bestaat voor ieder examengedeelte uit twee examinatoren gekozen uit de leden van het onderwijzend personeel van een militaire onderwijsinrichting.

De Minister van Landsverdediging regelt de inrichting van de examens.

Artikel 14 (artikel 15 van het ontwerp).-

Artikel 15.-

De kandidaten worden ten belope van het door de Minister van Landsverdediging overeenkomstig artikel 8 vastgestelde aantal en volgens de door de examencommissie aangelegde rangschikking als leerling tot de School voor officieren van de gezondheidsdienst toegelaten.

Hetzelfde geldt in het geval van artikel 9, tweede lid, ten belope van het aantal plaatsen welke vacant zijn gebleven in de promotie waarin die kandidaten worden opgenomen.

Artikel 16 (artikel 17 van het ontwerp).-

Artikel 17.-

De kandidaat die niet de hoedanigheid van beroepsmilitair bezit, tekent bij zijn intrede in de School voor officieren van de gezondheidsdienst een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis waarvan de Minister van Landsverdediging de duur bepaalt.

... /...

De kandidaat die reserveofficier is, kan niet als leerling worden toegelaten dan nadat zijn ontslag uit de reservekaders is aanvaard.

Afdeling 2.- Inrichting van het onderwijs.

Artikel 18 (zoals artikel 23 van het ontwerp).

Artikel 19.-

De leerlingen van de School voor officieren van de gezondheidsdienst krijgen tijdens het academisch jaar en tijdens de universitaire vacantie, een militaire opleiding en volgen cursussen in de militaire geneeskunde, artsenijbereidkunde of tandheelkunde alsook taalcursussen.

Om hun universitaire studies als leerling van de School te mogen voortzetten moeten zij ieder jaar slagen voor een examen over die opleiding en cursussen.

De Minister van Landsverdediging bepaalt het programma van de militaire opleiding en regelt de inrichting van de jaarlijkse examens.

Artikel 20 (artikel 25 van het ontwerp).

Artikel 21.-

Het eindexamen van de Applicatieschool van de gezondheidsdienst omvat vakexamens, waarvan de Minister van Landsverdediging het programma vaststelt, alsmede de taalexamens voorgeschreven bij de artikelen 4 en 17bis van de wet van 30 juli 1938. Dit examen is het bekwaamheidsexamen waarvan sprake in artikel 4 van die wet.

.../...

Artikel 22 (artikel 27 van het ontwerp).

Artikel 23 (artikel 28 van het ontwerp).

Artikel 24.-

Het aanvullend examen over de wezenlijke kennis van de tweede taal, voorgeschreven bij artikel 17bis van de wet van 30 juli 1938 omvat :

1° een schriftelijk gedeelte waarbij de betrokkene in de tweede taal een in de eerste taal gestelde tekst met betrekking tot een van de op het programma der School voorkomende vakken, samenvat ;

2° een mondeling gedeelte waarbij de betrokkene een in de tweede taal gestelde tekst, eveneens met betrekking tot voornoemde vakken, in die taal samenvat ; dit gedeelte wordt aangevuld met een kort gesprek met de examencommissie over het door de betrokkene uiteengezette onderwerp.

Op het aanvullend examen over de wezenlijke kennis van de tweede taal staat één tiende van het totaal aantal punten voor gans het eindexamen.

.../...

Afdeling 3. - Regime van de leerlingen tijdens hun studies.

Artikel 25 (zoals artikel 31 van het ontwerp).

Artikel 26.-

Tijdens de eerste twee jaren van de School voor officieren van de gezondheidsdienst voeren de leerlingen de titel van leerling-geneesheer, leerling-apotheker of leerling-tandarts, met vermelding van de promotie waartoe zij behoren . Zij staan onder internaatregimes.

De Minister van Landsverdediging regelt hun bevordering in de lagere kaders. Hij kan hun graden bij wijze van aanstelling verlenen. Wegzending uit de School, of het feit de School te verlaten, hebben intrekking van die aanstellingen tengevolge.

Artikel 27 (zoals artikel 33 van het ontwerp).-

Artikel 28.-

De Minister van Landsverdediging kan om ernstige redenen beslissen de nog niet in de graad van onderluitenant aangestelde leerling uit de Koninklijke School van de gezondheidsdienst weg te zenden, op gemotiveerd voorstel van de kommandant van die school. In dat geval wordt aan de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis ambtshalve een einde gemaakt.

.../...

Afdeling 4. - Overgang naar de graad van onderluitenant-geneesheer, -apotheker of -tandarts.

Artikel 29.-

De leerlingen die het diploma van kandidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of het getuigschrift van het eerste-jaarsexamen voor de academische graad van apotheker bezitten en op het einde van het tweede jaar van de School voor officieren van de gezondheidsdienst, met goed gevolg, het examen over de in artikel 19 bedoelde speciale opleiding hebben afgelegd, worden in de graad van onderluitenant-geneesheer, -apotheker of -tandarts aangesteld op de datum van hun opneming in het derde jaar van die School.

Artikel 30.-

De op dezelfde datum in de graad van onderluitenant aangestelde leerlingen-geneesheren, -apothekers en -tandartsen worden door de Minister van Landsverdediging voorlopig onderling gerangschikt in het korps waartoe zij behoren.

Voor het aanleggen van die rangschikking houdt de Minister, volgens door hem te stellen regelen, rekening met de rangschikking op het vergelijkend toelatingsexamen en met de uitslagen van de in artikel 19 voorgeschreven jaarlijkse examens.

Artikel 31.-

De aanstelling in de graad van onderluitenant wordt ingetrokken :

.../..

1° voor de leerling wiens lichamelijke ongeschiktheid wordt vastgesteld door de militaire commissie inzake geschiktheid en reform;

2° voor de leerling die de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier verliest ingevolge de artikelen 38 tot 41;

3° voor de leerling die zich schuldig heeft gemaakt aan erge feiten, die onbestaanbaar zijn met zijn staat van officier; in dat geval wordt de aanstelling ingetrokken volgens de procedure die voor het ontslag van ambtswege van beroepsofficieren is bepaald;

4° voor de leerling wiens ontslag wordt aanvaard.

Artikel 32 (onder voorbehoud van de opmerking bij artikel 40 gemaakt).-

De leerling wiens aanstelling in de graad van onderluitenant is ingetrokken ingevolge artikel 31, 2° of 3°, blijft onder de wapens tot volledige voltooiing van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis die hij ondertekend had om in de School voor officieren van de gezondheidsdienst opgenomen te worden. In de uitzonderingsgevallen die hem ter beoordeling staan, kan de Minister van Landsverdediging de betrokkene evenwel verbreking van die verbintenis toestaan.

De leerling wiens aanstelling in de graad van onderluitenant is ingetrokken ingevolge artikel 31, 1° of 4°, wordt afgedankt bij wege van verbreking van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis.

.../...

Artikel 33.-

De onderluitenants-leerlingen-geneesheren, -apothekers en -tandartsen die voor hetzelfde eindexamen van de applicatieschool van de gezondheidsdienst zijn geslaagd, worden op dezelfde datum tot onderluitenant benoemd.

Zij worden door de Minister van Landsverdediging definitief onderling gerangschikt in het korps waartoe zij behoren.

Voor het aanleggen van die rangschikking houdt de Minister, volgens door hem te stellen regelen, rekening met de uitslagen van de in artikel 19 voorgeschreven jaarlijkse examens en van het eindexamen van de applicatieschool van de gezondheidsdienst.

Afdeling 5. - Maatregelen in geval van niet slagen.

Artikel 34.-

De leerling die zich zonder door de kommandant van de school als geldig erkende reden niet aanmeldt op alle of op sommige gedeelten van de universitaire examens begaat een tuchtvergrijp.

Artikel 35.-

De leerling die zich niet op de universitaire examens aanmeldt, wordt voor de toepassing van dit besluit geacht niet te zijn geslaagd.

.../...

Artikel 36.-

De nog niet in de graad van onderluitenant aangestelde leerling die voor de universitaire examens is afgewezen, of die op geen van beide jaarlijkse zittingen is geslaagd, wordt uit de School voor officieren van de gezondheidsdienst weggezonden, en zijn dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis wordt ambtshalve verbroken. Hetzelfde geldt voor de leerling die zijn universitaire studies opgeeft.

Op zijn verzoek kan de leerling die is afgewezen of op geen van beide jaarlijkse zittingen is geslaagd, nochtans worden gemachtigd zijn jaar over te doen indien de Minister van Landsverdediging zijn verantwoording aanvaardt. In dat geval wordt hij bij de volgende promotie gevoegd. Zulke machtiging kan slechts éénmaal worden verleend.

Artikel 37.-

De nog niet in de graad van onderluitenant aangestelde leerling die zakt voor één der jaarlijkse examens van de in artikel 19 bedoelde speciale opleiding, kan zich voor dat examen opnieuw aanmelden tijdens een tweede zitting, die in het begin van het volgende academisch jaar plaats heeft.

Indien hij een tweede maal zakt, wordt hij uit de School voor officieren van de gezondheidsdienst weggezonden en wordt zijn dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis ambtshalve verbroken.

.../...

Artikel 38 (artikel 47 van het ontwerp, om te werken aan de hand van de bij dat artikel gemaakte opmerkingen).

Artikel 39.-

De onderluitenant-leerling die zakt voor één der jaarlijkse examens van de in artikel 19 bedoelde speciale opleiding, kan zich voor dat examen opnieuw aanmelden tijdens een tweede zitting, die in het begin van het volgende academisch jaar plaats heeft.

Indien hij op die tweede zitting zakt, zet hij zijn studies met zijn promotie voort, maar moet hij op het einde van het jaar of eventueel in het begin van het volgende jaar het examen afleggen waarvoor hij niet was geslaagd. Zakt hij op die twee zittingen, dan wordt zijn aanstelling in de graad van onderluitenant ingetrokken en verliest hij bijgevolg de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier.

Artikel 40.-

De onderluitenant-leerling die voor het eindexamen van de Applicatieschool van de gezondheidsdienst niet slaagt, moet er zich het jaar daarop opnieuw voor aanmelden.

In afwachting daarvan kan de Minister van Landsverdediging, naar gelang van de omstandigheden van de afwijzing :

.../...

- hetzij Ons voorstellen, indien de voorwaarden voor toepassing van die maatregel vervuld zijn, betrokkene bij tuchtmaatregel op non-activiteit te stellen totdat hij het jaar daarop voor dat examen slaagt;
- hetzij hem in een eenheid van de Krijgsmacht doen opnemen;
- hetzij hem opnieuw de cursussen van de Applicatieschool van de gezondheidsdienst doen volgen.

In die gevallen wordt hij bij de volgende promotie gevoegd.

Zakt de betrokkene opnieuw, dan wordt zijn aanstelling in de graad van onderluitenant ingetrokken en verliest hij bijgevolg de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier.

Artikel 41.-

De onderluitenant-leerling die tweemaal zakt voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede taal, voorgeschreven bij artikel 4 van de wet van 30 juli 1938 en bedoeld in artikel 23 van het tegenwoordige besluit, is niettemin gehouden de cursussen van de Applicatieschool van de gezondheidsdienst verder te volgen en zich voor de vakexamens van het eindexamen aan te melden.

Hij wordt, ongeacht de op die examens behaalde uitslag, bij de volgende promotie gevoegd en moet zich ingevolge artikel 4bis van de vorengenoemde wet, het jaar daarop opnieuw aanmelden voor het hiervoren bedoelde taalexamen alsmede voor de vakexamens van het eindexamen

.../...

van de Applicatieschool. In afwachting daarvan wordt hij, zo hij de vakexamens met goed gevolg heeft afgelegd, in een eenheid van de Krijgsmacht opgenomen .

Indien hij het jaar daarop tweemaal voor het taalexamen zakt, wordt zijn aanstelling in de graad van onderluitenant ingetrokken en verliest hij bijgevolg de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier.

Artikel 42 (artikel 51 van het ontwerp).-

HOOFDSTUK III. - BIJZONDERE WERVING.

Artikel 43.-

Wanneer het aantal promoties uit de School voor officieren van de gezondheidsdienst het door de Minister van Landsverdediging, ingevolge artikel 8 vastgestelde aantal niet bereikt, kan ter aanvulling van die promoties een beroep worden gedaan op houders van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, van apotheker of van licentiaat in de tandheelkunde die geen leerling van genoemde school zijn (1).

Artikel 44.-

Om aan het vergelijkend toelatingsexamen te kunnen deelnemen, moet de kandidaat van de bijzondere werving alle voorwaarden vervullen die van de kandidaat-beroepsvrijwilliger van de landmacht in vredestijd worden geëist.

.../...

(1) Artikel 10, 2°, van het ontwerp.

Hij moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° op 31 december van het jaar waarin de opleiding begint, ten hoogste dertig jaar oud zijn; die maximum-leeftijd kan, bij beslissing van de Minister van Landsverdediging, met drie jaren worden verhoogd voor de kandidaat die doet blijken van een bijzondere bekwaamheid in een speciaal vak van de geneeskunst dat voor de Krijgsmacht als nuttig is erkend;

2° voldaan hebben op het in artikel 11 voorgeschreven geneeskundig onderzoek (2).

Artikel 45.-

De Minister van Landsverdediging maakt de lijst van de speciale, voor de Krijgsmacht nuttige vakken van de geneeskunst op (3).

Artikel 46.-

De kandidaat ondertekent, alvorens zijn opleiding te beginnen, een dienstverbintenis of een nieuwe dienstverbintenis met toepassing van de dienstplichtwetten of, indien hij reserve-officier is, met toepassing van artikel 63 van de wet van 1 maart 1958.

.../...

(2) Artikel 19 en 20 van het ontwerp.
(3) Artikel 19 in fine van het ontwerp.

De Minister van Landsverdediging bepaalt de duur van die dienstverbintenissen of nieuwe dienstverbintenissen volgens de categorie van militairen waartoe de kandidaat behoort (4).

Artikel 47.-

Voor de kandidaten van de bijzondere werving is het vergelijkend toelatingsexamen het examen tot besluit van de opleidingscyclus van kandidaat-reserve-onderluitenant, -geneesheer, -apotheker of -tandarts, waarmede hun opleiding begint; dat vergelijkend examen mag slechts eenmaal worden afgelegd.

De dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis van de kandidaat die voor dat examen niet is geslaagd, of die zich hierbij niet batig heeft gerangschikt, wordt door de Minister van Landsverdediging ambtshalve verbroken (5).

Artikel 48.-

De opleiding van de kandidaten van de bijzondere werving omvat :

1° de opleidingscyclus van kandidaat-reserveonderluitenant, -geneesheer,-apotheker of -tandarts die wordt besloten met het vergelijkend toelatingsexamen bedoeld in artikel 47; die opleidingscyclus moet worden gevolgd door alle kandidaten, zelfs indien zij hem reeds vroeger werkelijk hebben gevolgd;

.../...

(4) Artikel 21 van het ontwerp.
(5) Artikel 22 van het ontwerp.

2° de cursussen en het eindexamen van de Applicatieschool van de gezondheidsdienst, met inbegrip van de twee taalexamens die dat examen omvat (6).

Artikel 49.-

Artikel 28 is op de kandidaat van de bijzondere werving toepasselijk tijdens diens verblijf aan de Applicatieschool van de gezondheidsdienst (7).

Artikel 50.-

Om in de graad van onderluitenant-geneesheer, -apotheker of -tandarts te worden benoemd, moet de kandidaat van de bijzondere werving de volgende voorwaarden vervullen :

1° op de datum van zijn benoeming niet méér dan 35 jaar oud zijn;

2° met goed gevolg het eindexamen van de Applicatieschool van de gezondheidsdienst hebben afgelegd.

De kandidaat die reserveofficier is, kan niet worden benoemd dan nadat zijn ontslag uit de reservekaders is aanvaard (8).

Artikel 51.-

De kandidaten van de bijzondere werving die voor hetzelfde eindexamen van de Applicatieschool van de gezondheidsdienst zijn geslaagd, worden op dezelfde datum tot onderluitenant benoemd.

.../...

---

(6) Artikel 30 van het ontwerp.
(7) Artikel 35 van het ontwerp.
(8) Artikel 42 van het ontwerp.

Zij worden door de Minister van Landsverdediging onderling gerangschikt in het korps waartoe zij behoren.

Voor het aanleggen van die rangschikking houdt de Minister, volgens door hem te stellen regelen, rekening met de uitslagen van het examen dat de opleidingscyclus van reserve-onderluitenant-geneesheer, -apotheker of -tandarts besluit en met de uitslagen van het eindexamen van de Applicatieschool van de gezondheidsdienst (9).

Artikel 52.-

De artikelen 40, eerste, tweede en derde lid, 41, eerste en tweede lid, en 42 zijn op de kandidaten van de bijzondere werving toepasselijk.

De in artikel 40, tweede lid, bedoelde opnonactiviteitstelling bij tuchtmaatregel wordt evenwel vervangen door verbreking van de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis (10).

Artikel 53.-

De kandidaat van de bijzondere werving die zich, in de gevallen van afwijzing als bedoeld in de artikelen 40 en 41, het jaar daarop opnieuw voor de examens aanmeldt en nogmaals zakt, wordt afgedankt bij wege van verbreking van de dienstverbintenis, of nieuwe dienstverbintenis (11).

.../...

(9) Artikel 43 van het ontwerp.
(10) Artikel 52 van het ontwerp.
(11) Artikel 53 van het ontwerp.

HOOFDSTUK IV.- ALGEMENE EN OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 54.-

De Minister van Landsverdediging kan de officieren-geneesheren, -apothekers en -tandartsen van alle rang machtigen om, onder door hem te stellen voorwaarden, aanvullende cursussen te volgen waarvan het nut voor de krijgsmacht is erkend.

Die officieren worden tijdens de duur van die studiën aan de Applicatieschool van de gezondheidsdienst verbonden.

Artikel 55.-

Bij de eerste, overeenkomstig dit besluit ingerichte werving mogen vier promoties van leerlingen-tandartsen tot de School voor officieren van de gezondheidsdienst worden toegelaten, de ene in het eerste, de andere respectievelijk in het tweede, derde en vierde jaar van die School.

De Minister van Landsverdediging bepaalt het maximumaantal kandidaten, die in ieder van die promoties kunnen worden opgenomen.

.../...

Artikel 56.-

De leerlingen van de promoties die overeenkomstig artikel 55 worden aangeworven, zijn onderworpen aan de bepalingen van hoofdstuk II, onder het voorbehoud dat hierna voor de rechtstreeks tot het derde of vierde jaar van de School toegelaten leerlingen is gemaakt:

1° de betrokkenen moeten respectievelijk houder zijn van het diploma van kandidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of van het getuigschrift van het eerste-jaarsexamen voor licentiaat in de tandheelkunde;

2° de betrokkenen mogen op 31 december van het jaar van toelating respectievelijk ten hoogste 24 of 25 jaar oud zijn ;

3° het examen over natuurkunde en het examen over scheikunde, voorgeschreven in artikel 12, 2° en 3°, worden vervangen door een proef volgens titel waarbij, naar de door de Minister van Landsverdediging vast te stellen regelen, rekening wordt gehouden met de vermeldingen behaald op de universitaire examens die de kandidaten reeds hebben afgelegd ; de Minister van Landsverdediging bepaalt hoe de kandidaten in overtal worden uitgeschakeld ;

4° die leerlingen krijgen vóór het einde van het eerste jaar van hun dienstneming de in artikel 19 bedoelde, speciale opleiding volgens een programma dat een samenvatting is van de sedert het eerste jaar van de school

.../...

onderwezen vakken ; ze kunnen in de graad van onderluitenant worden aangesteld mits zij het examen over die opleiding met goed gevolg afleggen.

Artikel 57 (artikel 56 van het ontwerp).-

Artikel 58 (artikel 57, onder voorbehoud van de bij dat artikel gemaakte opmerking).-

Artikel 59 (artikel 58 van het ontwerp).-

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

A. MAST, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

G. VAN HECKE, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.)J. DE KOSTER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.